

Registre des délibérations - décisions

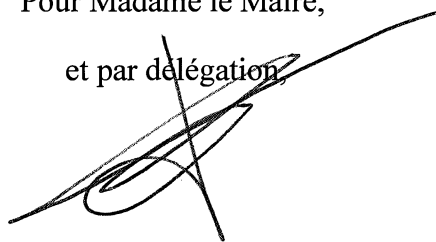
**Conseil municipal
Lundi 06 février 2012
TOME 3**

Le présent registre contenant 200 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 30/10/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Direction Travaux et
Maintenance Action
Solidaire
Administration et
Comptabilité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 28

Séance publique du lundi 6 février 2012



Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Remplacement des menuiseries extérieures Galerie Saint Ravy Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux Demande de subventions

Monsieur Philippe SAUREL rapporte:

Dans une volonté d'amélioration de la qualité d'accueil du public au sein des sites dédiés à la culture, et de valorisation du patrimoine de la Ville en secteur sauvegardé, il est envisagé en 2012, de remplacer les menuiseries extérieures de la galerie Saint Ravy, sis 2 rue Cauzit.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des campagnes de ravalement de façade menées par l'Opération Grand Cœur sur l'ensemble de l'Ecusson et plus particulièrement celle engagée par la copropriété sur l'immeuble.

La dépense a été prévue sur le budget de l'exercice 2011 à hauteur de 25 000 euros. Elle pourra être réévaluée au vu des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France.

La galerie Saint Ravy se trouvant en secteur sauvegardé, ce projet sera soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France dans le cadre de la Mission Grand Cœur.

Compte-tenu des dispositions explicitées ci-avant, de l'intérêt patrimonial de ce projet de valorisation d'espace destiné à un large public, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire, ou son représentant Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer et à déposer auprès des services compétents, la déclaration préalable de travaux pour la rénovation de la galerie Saint Ravy,

- d'imputer les dépenses supplémentaires éventuelles sur le budget 2012 de la Ville :

Fonction : 903, nature : 2313, ligne de crédit : 14621

- de demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents,

- d'autoriser Madame le Maire, ou son représentant Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



Séance publique du lundi 6 février 2012

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213401722-20120206-0000051835-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08/02/2012
Réception en Préfecture : 08/02/2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) Projet de Rénovation Urbaine Avenant technique n°6 Approbation

Madame le Maire rapporte:

La Ville de Montpellier, en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations, a signé le 8 janvier 2007 une convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier de la Mosson, permettant la mobilisation de financements importants.

Le 3 octobre 2011, le conseil municipal a approuvé l'avenant simplifié n°5 à la convention territoriale de rénovation urbaine, permettant d'identifier les dernières opérations de reconstruction de l'offre locative sociale hors site et d'ajuster les plannings d'opérations d'aménagement de l'espace public, leur maîtrise d'ouvrage et leur plan de financement.

Le désenclavement du quartier de la Mosson en le rattachant au reste de la Ville est un objectif majeur de cette convention territoriale de rénovation urbaine et à ce titre l'émergence du nouveau quartier Pierres Vives porté par le Conseil Général de l'Hérault constitue un maillon essentiel à la mise en œuvre de cet ambitieux objectif. C'est pourquoi l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine a décidé de participer à hauteur de 20 % du montant des travaux soit 967 470 € pour l'aménagement des espaces publics autour du Rieutor, permettant ainsi de créer des espaces verts de rencontres et de promenades entre le quartier de la Mosson et celui de Pierres Vives.

A la suite de la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Pierres Vives, l'assemblée délibérante du Conseil Général a transféré la maîtrise d'ouvrage de ces travaux en désignant la société Territoire 34 en qualité de concessionnaire. Ce transfert de maîtrise d'ouvrage du Conseil Général au profit de Territoire 34 nécessite d'être acté dans un avenant technique à la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine.

Ce transfert de maîtrise d'ouvrage, objet de cet avenant n°6, est également intégré dans l'annexe financière de la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Mosson jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant technique n°6 à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier de la Mosson joint à la présente délibération,
- d'approuver l'annexe financière de la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier de la Mosson jointe à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant technique n°6, l'annexe financière et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Groupement d'intérêt public pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier

Convention constitutive

Approuvée par arrêté préfectoral du 6 juin 2001
(arrêté n° 2001-I-2168)

Modifiée par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003
(arrêté n° 2003-01-4257)

Modifiée par arrêté préfectoral du 20 août 2004
(arrêté n° 2004-01-1992)

Modifiée par arrêté préfectoral du 21 mai 2008
(arrêté n° 2008-01-1271.)

Modifiée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2009
(arrêté n° 2009-01-2651)

Modifiée par arrêté préfectoral du 28 mars 2011
(arrêté n° 2011/0029)

Modifiée par arrêté préfectoral du.....
(arrêté n° 2012 /...)

TITRE I^{ER} - CONSTITUTION.....	4
<i>Article 1er : Constitution.....</i>	<i>4</i>
<i>Article 2 : Dénomination.....</i>	<i>4</i>
<i>Article 3 : Objet</i>	<i>4</i>
<i>Article 4 : Siège social.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 5 : Délimitation géographique.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 6 : Durée</i>	<i>5</i>
<i>Article 7 : Adhésion.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 8 : Retrait et exclusion</i>	<i>5</i>

TITRE II - CAPITAL - DROITS ET OBLIGATIONS – 6

CONTRIBUTION DES PARTENAIRES

EQUIPEMENTS ET MATERIELS - PERSONNEL

<i>Article 9 : Capital</i>	<i>6</i>
<i>Article 10 : Contribution des partenaires au financement.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 11 : Droits et obligations.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 12 : Equipements et matériels.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 13 : Personnel mis à disposition ou détaché</i>	<i>7</i>
<i>Article 14 : Personnel propre au groupement.....</i>	<i>7</i>

TITRE III - GESTION - TENUE DES COMPTES 8

<i>Article 15</i>	<i>8</i>
<i>Article 16 : Tenue des comptes</i>	<i>8</i>
<i>Article 17 : Contrôle économique et financier de l'Etat.....</i>	<i>8</i>

TITRE IV - ORGANISATION - ADMINISTRATION 9

<i>Article 18 : Assemblée générale.....</i>	<i>9</i>
<i>Article 19 : Conseil d'administration</i>	<i>10</i>
<i>Article 20 : Présidence du conseil d'administration.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 21 : Directeur du groupement.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 22 : Commissaire du Gouvernement.....</i>	<i>12</i>

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES.....	12
<i>Article 23 : Règlement intérieur</i>	<i>12</i>
<i>Article 24 : Dissolution anticipée.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 25 : Dissolution et liquidation.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 26 : Condition suspensive</i>	<i>13</i>

TITRE 1er

CONSTITUTION

Objet : délimitation géographique. – Adhésion Retrait. - Exclusion

Vu le décret n° 93-705 du 27 mars 1993 relatif aux groupements d'intérêt public compétents en matière de développement social urbain

Vu la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

Vu le décret n°2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

Vu la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances

Vu le décret n° 2006-945 du 28 juillet 2006 relatif à l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances

Article 1er : Constitution

Le groupement d'intérêt public est constitué entre les 8 membres suivants, signataires de la présente convention.

Personnes morales de droit public :

- **L'Etat représenté par Monsieur le Préfet de l'Hérault,**
- **La Ville de Montpellier représentée par son Maire,**
- **La Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par son Président,**
- **Le Conseil Général de l'Hérault représenté par son Président,**
- **La Caisse des Dépôts et Consignations représentée par son Directeur Général,**
- **Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier représenté par son Président,**

Personnes morales de droit privé :

- **La société Services, Conseil, Expertises, Territoires représentée par son Directeur interrégional,**
- **La Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault représentée par son Directeur.**

Article 2 : Dénomination

Le groupement est dénommé :

GIP pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier prenant pour sigle G.I.P. D.S.U.A. Montpellier et désigné ci-après « le groupement ».

Article 3 : Objet

Le groupement a pour objet, l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

Article 4 : Siège social

Le siège social du groupement est fixé :

- **Au siège de la Ville de Montpellier : 1, Place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.**

Il pourra être transféré en un autre lieu par décision du Conseil d'administration.

Article 5 : Délimitation géographique

Le groupement a compétence sur le territoire de l'agglomération de Montpellier et plus particulièrement sur les territoires objets du contrat urbain de cohésion sociale et/ou en rénovation urbaine.

Article 6 : Durée

Le groupement a pris effet et donc acquis la personnalité morale, à la date de la publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, soit le 1^{er} juillet 2001, pour une durée de 7 ans, conformément à l'article 3 du décret n° 93-705 du 27 mars 1993. Prorogé une première fois, **à compter du 1^{er} juillet 2008 et ce jusqu'au 31 décembre 2013, il est prorogé à nouveau jusqu'au 31 décembre 2014**

Article 7 : Adhésion

Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres dont la contribution au financement du fonctionnement du groupement justifie l'adhésion.

La demande d'adhésion est formulée par écrit, agréée par l'Assemblée générale et se traduit par la signature de la présente convention.

Un avenant à la présente convention devra prévoir les droits et obligations du nouveau membre. Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté préfectoral pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation constitutif.

Article 8 : Retrait et exclusion

Toute personne morale de droit public ou privé membre du groupement peut, en cours d'exécution de la présente convention, se retirer du groupement à l'expiration de l'exercice budgétaire, sous réserve qu'elle ait notifié son intention trois mois avant la fin de cet exercice.

Un avenant à la présente convention devra prévoir les modalités, notamment financières, de ce retrait, en fonction du niveau de contribution et des frais engagés pour le fonctionnement du groupement.

Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté préfectoral pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

L'assemblée générale peut prononcer l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Un représentant du membre concerné est entendu au préalable. Dans ce cas, les stipulations prévues pour le retrait sont applicables.

TITRE II
CAPITAL - DROITS ET OBLIGATIONS –
CONTRIBUTION DES PARTENAIRES
EQUIPEMENTS ET MATERIELS - PERSONNEL

Article 9 : Capital

Le groupement est constitué sans capital initial.

Article 10 : Contribution des partenaires au financement

Les contributions des membres aux activités et aux charges du groupement sont déterminées dans un protocole annexe à la présente convention.

Ces contributions peuvent être fournies :

- sous forme de participation financière ;
- sous forme de mise à disposition de personnels ;
- sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, notamment la mise à disposition de locaux et matériel. La valeur de cette contribution est appréciée d'un commun accord.

Article 11 : Droits et obligations

Dans leurs rapports entre eux, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis en fonction de l'apport respectif de chacun, défini à l'article précédent. Une évolution statutaire est prévue à compter de l'année 2012.

Droits statutaires (en %)	2011	2012
Ville de Montpellier	33	37
Etat	30	20
Montpellier Agglomération	15	18
Département de l'Hérault	15	18
C.C.A.S.	3	3
C.D.C.	2	2
S.C.E.T.	1	1
C.A.F.	1	1

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires ; ils sont responsables des dettes du groupement à proportion de leurs droits statutaires.

Article 12 : Equipements et matériels

Les équipements et matériels mis à disposition par des membres du groupement restent leur propriété ; ils leur reviennent à la dissolution du groupement.

Le matériel acheté par le groupement appartient au groupement. Il est dévolu en cas de dissolution du groupement conformément aux règles établies à l'article 24 ci-dessous.

411

Article 13 : Personnel mis à disposition ou détaché

Les personnels mis à disposition du groupement par ses membres conservent leur statut d'origine. Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles et la responsabilité de leur avancement. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnes sont remises à la disposition de leur organisme d'origine :

- à leur demande ;
- par décision du conseil d'administration, notamment en cas de faute grave et pour raison disciplinaire ;
- à la demande de l'organisme d'origine, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois au minimum ;
- dans le cas où cet organisme se retire du groupement, dans les conditions de l'article 8 précité, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois minimum ;
- en cas de liquidation, dissolution, ou absorption de cet organisme.

Des personnels peuvent également être détachés auprès du groupement par ses membres, en conformité avec les dispositions des statuts dont ils relèvent. Leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles sont prises en charge par le groupement. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnes sont réintégrées dans leur organisme d'origine dans les mêmes conditions, fixées à l'alinéa précédent, que les personnels mis à disposition.

(Le groupement peut préciser les obligations des personnels mis à disposition du groupement ou détachés auprès de lui).

Le groupement prévoit une rémunération du comptable public.

Article 14 : Personnel propre au groupement

Le groupement peut recruter à titre subsidiaire du personnel propre par des contrats de droit public.

Les conditions de recrutement et d'emploi de ce personnel sont décidées par le conseil d'administration et soumises à l'autorisation préalable du commissaire du Gouvernement et du contrôleur d'Etat, en application des dispositions de l'article 7 du décret n° 93-705 du 27 mars 1993.

Les personnels ainsi recrutés en contrat à durée déterminée et pour une durée au plus égale à celle du groupement n'acquièrent pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les cadres des personnes morales, membres du groupement. Ces contrats à durée déterminée ne peuvent être renouvelés que de façon expresse.

Eu égard au principe de neutralité vis-à-vis des partenaires du groupement, le directeur du groupement peut faire l'objet d'un recrutement contractuel, sur la base d'un profil déterminé.

Le groupement pourra avoir recours à des emplois de contractuels pour les postes opérationnels correspondant à des profils de spécialistes du niveau de la catégorie A et de la catégorie B de la fonction publique. Ces recrutements pourront intervenir lorsque ces postes n'auront pu être pourvus par voie de mise à disposition ou de détachement par les partenaires du groupement.

En ce qui concerne le personnel propre correspondant à des profils du niveau de la catégorie A de la fonction publique, le nombre des postes opérationnels ainsi pourvus ne pourra excéder 1/4 des personnels de même profil et de catégorie A employés par le groupement, à l'arrondi supérieur, avec un plancher de 3 emplois. Lorsque le directeur du groupement occupe un poste de contractuel, ce poste n'entre pas dans le décompte des autres emplois de contractuels.

Pour le personnel propre correspondant à des profils du niveau de la catégorie B de la fonction publique, le nombre de postes ne pourra excéder trois emplois.

TITRE III

GESTION - TENUE DES COMPTES

Article 15

L'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile.

Le budget approuvé chaque année par le conseil d'administration fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des projets opérationnels fixés par le groupement.

Le budget du groupement ne peut être présenté, ni exécuté en déficit. L'excédent éventuel des recettes d'un exercice sera reporté sur l'exercice suivant.

Article 16 : Tenue des comptes

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public par un agent comptable nommé par arrêté du ministre du budget.

Le groupement se dotera d'un règlement financier intérieur conforme à un modèle type établi par les ministères chargés du budget et de la ville.

Les dispositions *du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962* relatives aux établissements publics à caractère industriel et commercial dotés d'un agent public sont applicables.

Article 17 : Contrôle économique et financier de l'Etat

Le groupement est soumis au contrôle de la Chambre régionale des comptes dans les conditions prévues par les articles L.211-1 à L211-8 du code des juridictions financières.

Par ailleurs, les dispositions *du titre II du décret n° 55-733 du 26 mai 1955* portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social et, le cas échéant, *du décret n° 53-707 du 9 août 1953* lui sont applicables.

Le contrôleur est le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Languedoc-Roussillon et du département de l'Hérault.

Il participe de droit, avec voix consultative, aux assemblées générales et aux conseils d'administration du groupement.

TITRE IV

ORGANISATION - ADMINISTRATION

Article 18 : Assemblée générale

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des 8 membres du groupement ayant nommément désigné 15 représentants selon les modalités suivantes :

- **3 représentants de l'Etat (M. le Préfet ou son représentant, Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ou son représentant, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant**
- **4 représentants de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants**
- **2 représentants de la Communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants**
- **2 représentants du Département de l'Hérault ou leurs suppléants**
- **1 représentant de la C.D.C.**
- **1 représentant du C.C.A.S.**
- **1 représentant de la S.C.E.T.**
- **1 représentant de la C.A.F.**

Elle se réunit sur convocation du président du conseil d'administration ou son représentant au moins une fois par an. Elle se réunit de droit à la demande du tiers de ses membres sur un ordre du jour que ceux-ci déterminent.

Le président du conseil d'administration ou son représentant ou, à défaut, le premier vice-président ou son représentant assure la présidence de l'assemblée générale.

18.1. Compétence

L'assemblée générale a pour compétence :

- d'approuver, le règlement intérieur qui précise les modalités de fonctionnement du groupement ;
- d'approuver les comptes de l'exercice clos ;
- de délibérer sur les rapports relatifs à la gestion du conseil d'administration et sur toute question inscrite à l'ordre du jour ;
- d'élire les membres du conseil d'administration ;
- de décider, sur proposition du conseil d'administration, de toute modification des statuts ;
- de définir les conditions dans lesquelles de nouveaux membres peuvent adhérer au groupement en application de l'article 7 ci-dessus ;
- de prononcer la dissolution du groupement et prendre les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- de prononcer l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé selon les stipulations de l'article 8 ;
- d'approuver, sur proposition du conseil d'administration, les modalités financières et autres, de l'exclusion ou du retrait d'un membre du groupement, ainsi que le prévoit l'article 8 ci-dessus.

18.2. Modalités de vote

Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 10 selon la manière suivante :

	2011	2012
Ville de Montpellier	33	37
Etat	30	20
Montpellier Agglomération	15	18
Département de l'Hérault	15	18
C.C.A.S.	3	3
C.D.C.	2	2
S.C.E.T.	1	1
C.A.F.	1	1

Conformément à l'article 21 de la loi du 15 juillet 1982, les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble obligatoirement de la majorité des voix à l'assemblée et au conseil d'administration.

Le vote par procuration est autorisé. Toutefois, un même membre ne peut recevoir plus de deux procurations.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres du groupement est présente ou représentée.

Au cas où ces quorums ne sont pas atteints, l'assemblée est convoquée à nouveau dans les quinze jours et peut alors valablement délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 19-2 de l'article 19 concernant l'élection des membres du conseil d'administration ou de celles de l'article 24 relatives à la dissolution du groupement.

Article 19 : Conseil d'administration

Le groupement est administré par un conseil d'administration.

19.1. Compétence

Les missions du conseil d'administration sont les suivantes :

- arrêter le programme annuel prévisionnel d'activités et le budget correspondant, y compris, le cas échéant, les prévisions de recrutement ou de licenciement de personnel ;
- préparer, mettre en œuvre les décisions de l'assemblée générale, et lui rendre compte de sa gestion au moins une fois par an, et autant de fois qu'il est nécessaire ;
- agréer comme membres les personnes morales souhaitant adhérer au groupement, dans les conditions définies par l'assemblée générale ;
- examiner toute question relative au fonctionnement courant du groupement, et déterminer ses pouvoirs.

19.2. Composition

Le conseil d'administration est composé de (10 membres), élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes :

- 2 représentants de l'Etat
- 2 représentants de la Ville de Montpellier
- 1 représentant de la Communauté d'agglomération de Montpellier
- 1 représentant du Département de l'Hérault
- 1 représentant de la C.D.C.
- 1 représentant du C.C.A.S.
- 1 représentant de la S.C.E.T.
- 1 représentant de la C.A.F.

19.3. Modalités de fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige, sur la convocation du président ou son représentant, ou à la demande de plusieurs de ses membres représentant au moins le tiers des droits définis à l'article 10. Toute convocation doit indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Le conseil d'administration délibère valablement si :

- les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés ;
- le mandat d'administrateur est exercé gratuitement. Toutefois, le conseil d'administration peut allouer des indemnités de déplacements pour des missions qu'il confie aux administrateurs.

Article 20 : Présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit à la majorité absolue, parmi ses membres, un président et trois vice-présidents, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable.

Le président ou son représentant, ou, en cas d'empêchement, le premier vice-président ou son représentant, préside les séances du conseil.

Article 21 : Directeur du groupement

Sur proposition de son président, le conseil d'administration nomme pour la durée du contrat urbain de cohésion sociale un directeur ayant ou non la qualité d'administrateur.

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration et dans les conditions fixées par ce dernier.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

Article 22 : Commissaire du Gouvernement

La fonction de commissaire du Gouvernement auprès du groupement est assurée par le préfet de département ou son représentant nommément désigné.

Le commissaire du Gouvernement est convoqué à toutes les réunions du conseil d'administration et a droit de regard sur l'ensemble des documents du groupement.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 93-705 du 27 mars 1993, il peut faire opposition aux décisions et aux délibérations qui mettent en jeu l'existence ou le bon fonctionnement du groupement, notamment celles prises en violation des dispositions législatives ou réglementaires ou de la présente convention.

Dans ce cas, la délibération ou la décision en cause fait l'objet d'un nouvel examen par les instances qualifiées du groupement dans un délai de quinze jours.

Il informe les administrateurs de l'Etat dont relèvent les établissements publics participant au groupement, des décisions prises par ce dernier.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 23 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur incluant les dispositions financières prévues à l'article 16 de la présente convention, est établi par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale.

Article 24 : Dissolution anticipée

Le groupement peut être dissous par anticipation.

Les décisions de prorogation ou de dissolution anticipée sont prises par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres du groupement.

Ces décisions sont ensuite transmises au préfet de département au moins trois mois avant la date d'échéance envisagée.

La décision de dissolution anticipée doit être approuvée par l'autorité ayant approuvé la présente convention constitutive et publiée comme en matière de constitution.

La dissolution anticipée entraîne la liquidation du groupement dans les conditions de l'article 25.

Article 25 : Dissolution et liquidation

Le groupement est dissous de plein droit :

- à l'arrivée du terme contractuel ;
- par réalisation de son objet ;
- par abrogation ou retrait de l'arrêté d'approbation.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation.

L'assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Un avenant entre les membres du groupement devra préciser les droits et obligations de chaque membre après dissolution du groupement, en tenant compte des prêts et des garanties en cours qui devront être conduits à terme.

A l'issue du dernier contrat, le ou les liquidateurs procéderont aux dernières répartitions entre financeurs.

Article 26 : Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative, conformément à *l'article 2 du décret n°93-705 du 27mars 1993*.

Elle assure la publicité conformément à *l'article 3 du décret précité* et adresse une copie pour information aux administrations centrales concernées :

- le secrétaire général du Comité Interministériel des Villes,
- le directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
- le directeur du budget au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

Le Préfet de l'Hérault,

**Le Maire
de la Ville de Montpellier,**

C. BALAND

H. MANDROUX

**Le Président du Conseil général
de l'Hérault,**

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier,**

A. VEZINHET

J.P. MOURE

**Pour Le Directeur Général
de la Caisse des dépôts et consignations,
La Directrice régionale,**

**Pour la Présidente
du Centre Communal d'Action Sociale,
La Vice-présidente,**

E.VIOLA

C. FOURTEAU

**Le Directeur interrégional de
la SCET**

**Le Directeur de la Caisse d'Allocations
Familiales de l'Hérault,**

J.L. MARTIN

J.P. PEQUIGNOT

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Madame le Maire rapporte:

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Mme Marie-José BERTRAND, 5 rue Bouschet de Bernard (parties communes)	3.514,79 €
Mlle Charlotte DEVANZ, 7 rue du Général Mathieu Dumas (propriétaire occupant)	3.000,00 €
SCI 14 rue Expert, M. PLANES Thierry, 14 rue Expert (parties communes)	4.000,00 €
M. Alexandros FERRAND, 10 rue Saint Etienne (propriétaire occupant)	666,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions d'un montant total de 11.180,79 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2011 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 2042 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 04/02/2012



Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Subvention de la Ville de Montpellier pour le projet expérimental de l'association Adages Espaces Famille "Educ'Adom"

Madame Françoise PRUNIER rapporte:

La Ville de Montpellier s'engage fortement dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans le développement d'une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Aujourd'hui, et dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, ce développement et cette diversité sont plus que jamais le fruit d'un partenariat renforcé entre la Ville et les établissements associatifs.

Grâce à cette collaboration, certaines familles, et notamment celles en grandes difficultés sociales et/ou dans une démarche d'insertion, peuvent désormais prétendre à un mode de garde pour leur(s) enfant(s), stable et financièrement accessible, malgré leur situation ou leur travail en horaires atypiques (soirée, nuit ...). C'est dans ce cadre, et pour répondre à ce besoin spécifique, que s'inscrit le projet « Educ'Adom » de l'Association Adages Espace Familles, en partenariat avec l'IRTS de Montpellier (Institut Régional du Travail Social).

Ce projet a pour objectif d'offrir un mode de garde au domicile des parents en complément d'un accueil classique. Il s'adresse à des familles en difficulté et/ou dans une démarche d'insertion. L'Association Adages Espace Famille propose ainsi de créer une équipe de 10 salariés étudiants de la filière Educateurs de Jeunes Enfants de l'IRTS afin de travailler au domicile de 5 familles pour garder les enfants pendant les périodes de travail des parents, avant ou après la crèche ou l'école, et ce afin de favoriser l'insertion professionnelle de ces familles.

Cette action expérimentale et innovante, est financée à hauteur de 80% par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) jusqu'au 31 décembre 2012. L'Association recherche d'autres soutiens financiers pour pouvoir mettre en œuvre ce projet. Convaincue de l'importance et de la nécessité de venir en aide à ces familles, la Ville de Montpellier se propose d'allouer à l'Association une subvention, pour l'année 2012, d'un montant de 15000 euros. Il est à noter que ce financement municipal s'effectuera à budget constant grâce au redéploiement de sommes prévues au Contrat Enfance Jeunesse pour le développement de 4 places gérées également par l'Association Adages, et dont l'action est décalée à fin 2012.

Cette action pilote fera l'objet d'une évaluation à l'issue de la période expérimentale 2012, et pourra le cas échéant être pérennisée dans le cadre d'une inscription par avenant au Contrat Enfance Jeunesse.

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention qui prévoit les modalités de cette subvention ;
- d'autoriser et de prévoir la subvention de 15000 euros à l'Association Adages Espace Famille pour l'année 2012 afin de soutenir le projet « Educ'Adom », imputée sur la ligne de crédits 11857, chapitre 925.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

**CONVENTION DE PARTENARIAT
PROJET EDUC'ADOM**

ENTRE :

La Ville de MONTPELLIER, représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire de Montpellier, habilitée à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2012.

ET

L'Association ADAGES, dont le siège est 1925, rue de Saint Priest représentée par ses Présidents Madame Françoise FASSIO et Monsieur Jean-Pierre TERME agissant en vertu des pouvoirs qui leur ont été confiés par le Conseil d'Administration, le 19 décembre 2011.

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier s'engage fortement dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans le développement d'une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains. Aujourd'hui, et dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, ce développement et cette diversité sont plus que jamais le fruit d'un partenariat renforcé entre la Ville et les établissements associatifs.

Grâce à cette collaboration, certaines familles, et notamment celles en grandes difficultés sociales et/ou dans une démarche d'insertion, peuvent désormais prétendre à un mode de garde pour leur(s) enfant(s), stable et financièrement accessible, malgré leur situation ou leur travail en horaires atypiques (soirée, nuit ...). C'est dans ce cadre, et pour répondre à ce besoin spécifique, que s'inscrit le projet « Educ'Adom » de l'Association Adages Espace Familles, en partenariat avec l'IRTS de Montpellier (Institut Régional du Travail Social).

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le projet et les modalités de versement de la subvention allouée par la Ville de Montpellier à l'Association Adages pour le projet « Educ'Adom ».

Cette action a pour objectif d'offrir un mode de garde au domicile des parents en complément d'un accueil classique. Il s'adresse à des familles en difficulté et/ou dans une démarche d'insertion. L'Association Adages Espace Famille propose ainsi de créer une équipe de 10 salariés étudiants de la filière Educateurs de Jeunes Enfants de l'IRTS afin de travailler au domicile de 5 familles pour garder les enfants pendant les périodes de travail des parents, avant ou après la crèche ou l'école, et ce afin de favoriser l'insertion professionnelle de ces familles.

Ce projet, expérimental et innovant, est financé à hauteur de 80% par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) et à hauteur de 5% par le Conseil Général.

ARTICLE 2 – SUBVENTION

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à l'Association Adages une subvention de 15 000 euros dédiée à l'accueil au domicile des parents des enfants âgés de 10 semaines à 4 ans, dont les parents sont domiciliés à Montpellier, au titre d'un projet expérimental visant à aider des familles en difficulté sociale et/ou en insertion. Cette action pilote prendra fin au 31 décembre 2012.

ARTICLE 3 – LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Le versement de la subvention est conditionné au respect par l'Association des engagements suivants :

1. Mise en œuvre des modalités d'accueil spécifiques pour satisfaire au mieux les besoins des familles dont les deux parents, ou le parent unique, participe(nt) à un stage d'insertion sociale et/ou professionnelle.
2. Offrir à ces familles un accueil à domicile selon des modalités ou des horaires atypiques.
3. Appliquer les tarifs (participation financière des familles) en fonction du barème CNAF et des ressources des parents.
4. Assurer une communication des partenariats en informant les parents bénéficiaires du concours financier de la Ville par affichage dans les locaux de l'Association.
5. Mentionner l'aide apportée par la Ville dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, articles d'information ou brochures visant cette action.
6. Respecter sur toute la durée de la convention les dispositions légales et réglementaires en matière de création de service, de droit du travail, d'assurance ...
7. A produire dans les délais impartis les pièces justificatives de suivantes :
 - les bilans d'activité semestriels jusqu'au terme de l'action (31 décembre 2012) mettant en évidence le nombre d'étudiant salarié concerné par cette action ainsi que le nombre d'enfants accueillis ;
 - le compte de résultat provisoire arrêté au 30 août 2012 ;
 - le compte de résultat définitif pour l'exercice 2012 dans le premier trimestre qui suit le terme de l'action.

ARTICLE 4 - COMMUNICATION

La Ville et l'association s'engagent, pour l'ensemble des activités de ce projet à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias. Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- la Ville de Montpellier
- l'Association Adages.

ARTICLE 5 - MODALITES DE PAIEMENT DES SUBVENTIONS

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux.

Le solde, soit 30% du montant de la subvention, sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- le premier bilan d'activité semestriel mettant en évidence le nombre d'étudiant salarié concerné par cette action ainsi que le nombre d'enfants accueillis. Ce bilan devra être transmis par l'Association à la Ville courant juillet 2012.
- le compte de résultat provisoire arrêté au 30 août 2012.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'Association.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'UTILISATION

L'association Adages s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

ARTICLE 7 - MODALITES DE CONTROLE

L'Association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

ARTICLE 8 - DEVOIR D'INFORMATION

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

ARTICLE 9 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

ARTICLE 10 - DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- l'Association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

ARTICLE 11 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'Association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

GYMNASE MARIANNE - QUARTIER PORT MARIANNE Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur Patrick VIGNAL rapporte:

L'un des axes forts de la politique sportive de la Ville de Montpellier est de favoriser pleinement l'expression du tissu associatif en lui mettant à disposition les moyens techniques qui lui sont nécessaires.

A cet effet, la Ville a élaboré des partenariats avec différents acteurs institutionnels dont la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon, et ce afin de mutualiser et optimiser les investissements dans le cadre d'opérations globales d'intérêt commun susceptibles de bénéficier à la population la plus large.

La construction en cours du gymnase Marianne, contigu au Lycée Georges Frêche, lycée d'excellence hôtelière - réalisé par Massimiliano Fuksas - s'inscrit pleinement dans cette démarche.

Cette installation bénéficiera, outre aux lycéens de Montpellier et de ses environs, à tous les licenciés provenant en très grande majorité du territoire couvert par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En effet, ce nouvel équipement, proche d'Odysseum sera utilisé la journée par les élèves du Lycée Georges Frêche, et sur les créneaux en soirée, les week-ends et pendant les vacances scolaires par les associations sportives, comités départementaux ou régionaux, pour des entraînements ou compétitions sportives.

Livré pour septembre 2012, ce gymnase permettra la tenue de compétitions dans le cadre de championnats fédéraux et sera constitué :

- d'une salle principale de catégorie C, dimensions 45 x 25
- de 4 vestiaires joueurs
- de 2 vestiaires arbitres,
- un Hall d'accueil

- une espace pour le personnel
- des locaux à matériel
- 102 places assises réservées au public dont 4 réservée pour les personnes à mobilité réduite.

La Ville doit acquérir cet équipement réalisé par la Région LR sur un terrain lui appartenant pour un montant de 3 M€ TTC. Compte tenu de son intérêt commun, il apparaît justifié de solliciter auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre du PIC 2012, une subvention de 627 090 €, représentant 25 % de son coût d'acquisition H.T.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au titre des Projets d'Intérêt Commun 2012, pour le financement du Gymnase Marianne, d'un montant de 627 090 €.
- de dire que le financement de cet équipement est inscrit au budget 2012, Programme 10328 Opération 06D02939 ligne 13245 nature 2313 fonction 924411;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

**Direction Travaux et
Maintenance Action
Solidaire
Administration et
Comptabilité**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 33**

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Fourniture, pose et réparation des équipements sportifs dans les écoles et sites sportifs Attribution d'un marché de travaux à procédure adaptée

Monsieur Patrick VIGNAL rapporte:

Les installations sportives et les établissements scolaires de la Ville sont équipés de matériels sportifs pour répondre aux besoins des montpelliérains. Le Code du Sport fixe les exigences en matière de sécurité quant à la mise à disposition de ces équipements et oblige de procéder, dès qu'il y a lieu, à leur réparation ou leur mise en conformité.

En conséquence, pour réaliser ces travaux, un marché de travaux à procédure adaptée a été lancé conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics. Ce marché est à bon de commande et ne comporte qu'un seul lot.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises ont été les suivants :

- Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 60%
- Prix des prestations : 40%

Lors de la commission d'appel d'offre en date du 17 Janvier 2012, il a été décidé d'attribuer le lot unique à l'entreprise TECHNICFER pour son offre économique la plus avantageuse. Ce marché à bons de commande, reconductible deux fois, est attribué pour un montant minimum de 50 000 € et un montant maximum de 200 000 € par an, sur sa durée totale, soit 3 ans.

Cette dépense est imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville :

- Service des Sports - section fonctionnement- fonction 92412 – nature 61521
- Service Education - section fonctionnement – fonctions 92211 et 92212 – nature 61521

Après étude et avis favorable de la Commission d'appel d'offre en date du 17 Janvier 2012, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'opération et la procédure suivie,
- De passer un marché de travaux avec l'entreprise désignée ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché de travaux et tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Direction Travaux et
Maintenance Action
Solidaire
Administration et
Comptabilité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 34

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Mise en conformité et sécurité des mâts d'éclairage des équipements sportifs Attribution d'un marché de travaux par procédure adaptée

Monsieur Patrick VIGNAL rapporte:

Afin de maintenir un niveau de sécurité indispensable des équipements sportifs de la Ville, il y a lieu de procéder à une mise en conformité sur les mâts d'éclairage.

Pour procéder à ces travaux, un marché à procédure adaptée a été lancé, conformément l'article 77 du code des marchés publics. Ce marché est à bon de commande et lot unique.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises ont été les suivants :

- Valeur technique évaluée d'après le mémoire technique : 60%
- Prix des prestations : 40%

La commission d'appel d'offres en date du 17 Janvier 2012 a décidé d'attribuer le lot unique à l'entreprise MULTITEC pour son offre économiquement avantageuse. Ce marché à bon de commande, reconductible un an, est attribué pour un montant maximum de 300 000€ HT sur sa durée totale, soit 2 ans.

Les crédits sont prévus au budget primitif 2012 de la Ville :

Section investissement – fonction 90414 - nature 2312

Après étude et avis favorable de la Commission d'appel d'offre en date du 17 Janvier 2012, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'opération et la procédure suivie,
- De passer un marché de travaux avec l'entreprise désignée ci-dessus
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P- D.S.U.A Montpellier)

Monsieur Patrick VIGNAL rapporte :

Le Groupement d'intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Les principales missions du GIP sont :

- l'élaboration, la mise en œuvre et l'animation du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) sur les territoires Politique de la Ville,
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre opérationnelle des 3 Projets de Rénovation Urbaine (PRU Mosson, Cévennes, territoires Centre),
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mobilisation des financements FEDER pour la période 2010 – 2012.

Une proposition de modification de la convention constitutive a été validée lors du Conseil d'Administration du GIP, le 19 décembre 2011.

Plusieurs articles sont concernés :

- *Article 1^{er} : Constitution*
Modification de la dénomination de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (suite à la fusion des deux établissements présents sur l'Hérault).
- *Article 3 : Objet*

Modification de l'objet du groupement dans les termes suivants : « *Le groupement a pour objet l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires* ».

- *Article 4 : Siège social*

Changement d'adresse du siège social fixé sur le nouvel Hôtel de Ville de Montpellier, 1 place G. Frêche.

- *Article 6 : Durée*

Prorogation du groupement jusqu'au 31 décembre 2014.

- *Article 11 : Droits et obligations*

Evolution des droits statutaires pour prendre en compte la baisse des financements de l'Etat liés à l'ANRU et une augmentation de la contribution de la Ville, de l'Agglomération et du Conseil Général. Les droits statutaires sont modifiés comme suit :

	2011	2012
Ville	33%	37%
Etat	30%	20%
Agglomération	15%	18%
Département	15%	18%

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant à la convention constitutive annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire conforme~~, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le 07/02/2014

Groupement d'intérêt public pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier

Convention constitutive

Approuvée par arrêté préfectoral du 6 juin 2001
(arrêté n° 2001-I-2168)

Modifiée par arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003
(arrêté n° 2003-01-4257)

Modifiée par arrêté préfectoral du 20 août 2004
(arrêté n° 2004-01-1992)

Modifiée par arrêté préfectoral du 21 mai 2008
(arrêté n° 2008-01-1271.)

Modifiée par arrêté préfectoral du 9 octobre 2009
(arrêté n° 2009-01-2651)

Modifiée par arrêté préfectoral du 28 mars 2011
(arrêté n° 2011/0029)

Modifiée par arrêté préfectoral du.....
(arrêté n° 2012 /...)

TITRE I^{ER} - CONSTITUTION.....	4
<i>Article 1er : Constitution.....</i>	<i>4</i>
<i>Article 2 : Dénomination.....</i>	<i>4</i>
<i>Article 3 : Objet</i>	<i>4</i>
<i>Article 4 : Siège social.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 5 : Délimitation géographique.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 6 : Durée</i>	<i>5</i>
<i>Article 7 : Adhésion.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 8 : Retrait et exclusion</i>	<i>5</i>

TITRE II - CAPITAL - DROITS ET OBLIGATIONS – 6

CONTRIBUTION DES PARTENAIRES

EQUIPEMENTS ET MATERIELS - PERSONNEL

<i>Article 9 : Capital</i>	<i>6</i>
<i>Article 10 : Contribution des partenaires au financement.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 11 : Droits et obligations.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 12 : Equipements et matériels.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 13 : Personnel mis à disposition ou détaché</i>	<i>7</i>
<i>Article 14 : Personnel propre au groupement.....</i>	<i>7</i>

TITRE III - GESTION - TENUE DES COMPTES 8

<i>Article 15</i>	<i>8</i>
<i>Article 16 : Tenue des comptes</i>	<i>8</i>
<i>Article 17 : Contrôle économique et financier de l'Etat.....</i>	<i>8</i>

TITRE IV - ORGANISATION - ADMINISTRATION 9

<i>Article 18 : Assemblée générale.....</i>	<i>9</i>
<i>Article 19 : Conseil d'administration</i>	<i>10</i>
<i>Article 20 : Présidence du conseil d'administration.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 21 : Directeur du groupement.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 22 : Commissaire du Gouvernement.....</i>	<i>12</i>

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES.....	12
<i>Article 23 : Règlement intérieur</i>	<i>12</i>
<i>Article 24 : Dissolution anticipée.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 25 : Dissolution et liquidation.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 26 : Condition suspensive</i>	<i>13</i>

TITRE 1er

CONSTITUTION

Objet : délimitation géographique. – Adhésion Retrait. - Exclusion

Vu le décret n° 93-705 du 27 mars 1993 relatif aux groupements d'intérêt public compétents en matière de développement social urbain

Vu la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

Vu le décret n°2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

Vu la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances

Vu le décret n° 2006-945 du 28 juillet 2006 relatif à l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances

Article 1er : Constitution

Le groupement d'intérêt public est constitué entre les 8 membres suivants, signataires de la présente convention.

Personnes morales de droit public :

- **L'Etat représenté par Monsieur le Préfet de l'Hérault,**
- **La Ville de Montpellier représentée par son Maire,**
- **La Communauté d'Agglomération de Montpellier représentée par son Président,**
- **Le Conseil Général de l'Hérault représenté par son Président,**
- **La Caisse des Dépôts et Consignations représentée par son Directeur Général,**
- **Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier représenté par son Président,**

Personnes morales de droit privé :

- **La société Services, Conseil, Expertises, Territoires représentée par son Directeur interrégional,**
- **La Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault représentée par son Directeur.**

Article 2 : Dénomination

Le groupement est dénommé :

GIP pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier prenant pour sigle G.I.P. D.S.U.A. Montpellier et désigné ci-après « le groupement ».

Article 3 : Objet

Le groupement a pour objet, l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

Article 4 : Siège social

Le siège social du groupement est fixé :

- Au siège de la Ville de Montpellier : 1, Place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Il pourra être transféré en un autre lieu par décision du Conseil d'administration.

Article 5 : Délimitation géographique

Le groupement a compétence sur le territoire de l'agglomération de Montpellier et plus particulièrement sur les territoires objets du contrat urbain de cohésion sociale et/ou en rénovation urbaine.

Article 6 : Durée

Le groupement a pris effet et donc acquis la personnalité morale, à la date de la publication de l'arrêté préfectoral d'approbation, soit le 1^{er} juillet 2001, pour une durée de 7 ans, conformément à l'article 3 du décret n° 93-705 du 27 mars 1993. Prorogé une première fois, **à compter du 1^{er} juillet 2008 et ce jusqu'au 31 décembre 2013, il est prorogé à nouveau jusqu'au 31 décembre 2014**

Article 7 : Adhésion

Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres dont la contribution au financement du fonctionnement du groupement justifie l'adhésion.

La demande d'adhésion est formulée par écrit, agréée par l'Assemblée générale et se traduit par la signature de la présente convention.

Un avenant à la présente convention devra prévoir les droits et obligations du nouveau membre. Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté préfectoral pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation constitutif.

Article 8 : Retrait et exclusion

Toute personne morale de droit public ou privé membre du groupement peut, en cours d'exécution de la présente convention, se retirer du groupement à l'expiration de l'exercice budgétaire, sous réserve qu'elle ait notifié son intention trois mois avant la fin de cet exercice.

Un avenant à la présente convention devra prévoir les modalités, notamment financières, de ce retrait, en fonction du niveau de contribution et des frais engagés pour le fonctionnement du groupement.

Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté préfectoral pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

L'assemblée générale peut prononcer l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Un représentant du membre concerné est entendu au préalable. Dans ce cas, les stipulations prévues pour le retrait sont applicables.

TITRE II
CAPITAL - DROITS ET OBLIGATIONS –
CONTRIBUTION DES PARTENAIRES
EQUIPEMENTS ET MATERIELS - PERSONNEL

Article 9 : Capital

Le groupement est constitué sans capital initial.

Article 10 : Contribution des partenaires au financement

Les contributions des membres aux activités et aux charges du groupement sont déterminées dans un protocole annexe à la présente convention.

Ces contributions peuvent être fournies :

- sous forme de participation financière ;
- sous forme de mise à disposition de personnels ;
- sous toute autre forme de contribution au fonctionnement du groupement, notamment la mise à disposition de locaux et matériel. La valeur de cette contribution est appréciée d'un commun accord.

Article 11 : Droits et obligations

Dans leurs rapports entre eux, les droits statutaires des membres du groupement sont répartis en fonction de l'apport respectif de chacun, défini à l'article précédent. Une évolution statutaire est prévue à compter de l'année 2012.

Droits statutaires (en %)	2011	2012
Ville de Montpellier	33	37
Etat	30	20
Montpellier Agglomération	15	18
Département de l'Hérault	15	18
C.C.A.S.	3	3
C.D.C.	2	2
S.C.E.T.	1	1
C.A.F.	1	1

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires ; ils sont responsables des dettes du groupement à proportion de leurs droits statutaires.

Article 12 : Equipements et matériels

Les équipements et matériels mis à disposition par des membres du groupement restent leur propriété ; ils leur reviennent à la dissolution du groupement.

Le matériel acheté par le groupement appartient au groupement. Il est dévolu en cas de dissolution du groupement conformément aux règles établies à l'article 24 ci-dessous.

Article 13 : Personnel mis à disposition ou détaché

Les personnels mis à disposition du groupement par ses membres conservent leur statut d'origine. Leur employeur d'origine garde à sa charge leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles et la responsabilité de leur avancement. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnes sont remises à la disposition de leur organisme d'origine :

- à leur demande ;
- par décision du conseil d'administration, notamment en cas de faute grave et pour raison disciplinaire ;
- à la demande de l'organisme d'origine, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois au minimum ;
- dans le cas où cet organisme se retire du groupement, dans les conditions de l'article 8 précité, à l'issue de l'exercice budgétaire en cours, sous réserve d'avoir respecté un préavis de trois mois minimum ;
- en cas de liquidation, dissolution, ou absorption de cet organisme.

Des personnels peuvent également être détachés auprès du groupement par ses membres, en conformité avec les dispositions des statuts dont ils relèvent. Leurs rémunérations et prestations annexes, leurs assurances professionnelles sont prises en charge par le groupement. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

Ces personnes sont réintégrées dans leur organisme d'origine dans les mêmes conditions, fixées à l'alinéa précédent, que les personnels mis à disposition.

(Le groupement peut préciser les obligations des personnels mis à disposition du groupement ou détachés auprès de lui).

Le groupement prévoit une rémunération du comptable public.

Article 14 : Personnel propre au groupement

Le groupement peut recruter à titre subsidiaire du personnel propre par des contrats de droit public.

Les conditions de recrutement et d'emploi de ce personnel sont décidées par le conseil d'administration et soumises à l'autorisation préalable du commissaire du Gouvernement et du contrôleur d'Etat, en application des dispositions de l'article 7 du décret n° 93-705 du 27 mars 1993.

Les personnels ainsi recrutés en contrat à durée déterminée et pour une durée au plus égale à celle du groupement n'acquièrent pas de droit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les cadres des personnes morales, membres du groupement. Ces contrats à durée déterminée ne peuvent être renouvelés que de façon expresse.

Eu égard au principe de neutralité vis-à-vis des partenaires du groupement, le directeur du groupement peut faire l'objet d'un recrutement contractuel, sur la base d'un profil déterminé.

Le groupement pourra avoir recours à des emplois de contractuels pour les postes opérationnels correspondant à des profils de spécialistes du niveau de la catégorie A et de la catégorie B de la fonction publique. Ces recrutements pourront intervenir lorsque ces postes n'auront pu être pourvus par voie de mise à disposition ou de détachement par les partenaires du groupement.

En ce qui concerne le personnel propre correspondant à des profils du niveau de la catégorie A de la fonction publique, le nombre des postes opérationnels ainsi pourvus ne pourra excéder 1/4 des personnels de même profil et de catégorie A employés par le groupement, à l'arrondi supérieur, avec un plancher de 3 emplois. Lorsque le directeur du groupement occupe un poste de contractuel, ce poste n'entre pas dans le décompte des autres emplois de contractuels.

Pour le personnel propre correspondant à des profils du niveau de la catégorie B de la fonction publique, le nombre de postes ne pourra excéder trois emplois.

TITRE III

GESTION - TENUE DES COMPTES

Article 15

L'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile.

Le budget approuvé chaque année par le conseil d'administration fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des projets opérationnels fixés par le groupement.

Le budget du groupement ne peut être présenté, ni exécuté en déficit. L'excédent éventuel des recettes d'un exercice sera reporté sur l'exercice suivant.

Article 16 : Tenue des comptes

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public par un agent comptable nommé par arrêté du ministre du budget.

Le groupement se dotera d'un règlement financier intérieur conforme à un modèle type établi par les ministères chargés du budget et de la ville.

Les dispositions *du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962* relatives aux établissements publics à caractère industriel et commercial dotés d'un agent public sont applicables.

Article 17 : Contrôle économique et financier de l'Etat

Le groupement est soumis au contrôle de la Chambre régionale des comptes dans les conditions prévues par les articles L.211-1 à L.211-8 du code des juridictions financières.

Par ailleurs, les dispositions *du titre II du décret n° 55-733 du 26 mai 1955* portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social et, le cas échéant, *du décret n° 53-707 du 9 août 1953* lui sont applicables.

Le contrôleur est le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Languedoc-Roussillon et du département de l'Hérault.

Il participe de droit, avec voix consultative, aux assemblées générales et aux conseils d'administration du groupement.

TITRE IV

ORGANISATION - ADMINISTRATION

Article 18 : Assemblée générale

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des 8 membres du groupement ayant nommé désigné 15 représentants selon les modalités suivantes :

- **3 représentants de l'Etat (M. le Préfet ou son représentant, Mme la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale ou son représentant, Mme la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer ou son représentant**
- **4 représentants de la Ville de Montpellier ou leurs suppléants**
- **2 représentants de la Communauté d'agglomération de Montpellier ou leurs suppléants**
- **2 représentants du Département de l'Hérault ou leurs suppléants**
- **1 représentant de la C.D.C.**
- **1 représentant du C.C.A.S.**
- **1 représentant de la S.C.E.T.**
- **1 représentant de la C.A.F.**

Elle se réunit sur convocation du président du conseil d'administration ou son représentant au moins une fois par an. Elle se réunit de droit à la demande du tiers de ses membres sur un ordre du jour que ceux-ci déterminent.

Le président du conseil d'administration ou son représentant ou, à défaut, le premier vice-président ou son représentant assure la présidence de l'assemblée générale.

18.1. Compétence

L'assemblée générale a pour compétence :

- d'approuver, le règlement intérieur qui précise les modalités de fonctionnement du groupement ;
- d'approuver les comptes de l'exercice clos ;
- de délibérer sur les rapports relatifs à la gestion du conseil d'administration et sur toute question inscrite à l'ordre du jour ;
- d'élire les membres du conseil d'administration ;
- de décider, sur proposition du conseil d'administration, de toute modification des statuts ;
- de définir les conditions dans lesquelles de nouveaux membres peuvent adhérer au groupement en application de l'article 7 ci-dessus ;
- de prononcer la dissolution du groupement et prendre les mesures nécessaires à sa liquidation ;
- de prononcer l'exclusion d'une personne morale de droit public ou privé selon les stipulations de l'article 8 ;
- d'approuver, sur proposition du conseil d'administration, les modalités financières et autres, de l'exclusion ou du retrait d'un membre du groupement, ainsi que le prévoit l'article 8 ci-dessus.

18.2. Modalités de vote

Les modalités de vote sont définies conformément à la répartition des droits statutaires fixés à l'article 10 selon la manière suivante :

	2011	2012
Ville de Montpellier	33	37
Etat	30	20
Montpellier Agglomération	15	18
Département de l'Hérault	15	18
C.C.A.S.	3	3
C.D.C.	2	2
S.C.E.T.	1	1
C.A.F.	1	1

Conformément à l'article 21 de la loi du 15 juillet 1982, les personnes morales de droit public, les entreprises nationales et les personnes morales de droit privé chargées de la gestion d'un service public doivent disposer ensemble obligatoirement de la majorité des voix à l'assemblée et au conseil d'administration.

Le vote par procuration est autorisé. Toutefois, un même membre ne peut recevoir plus de deux procurations.

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres du groupement est présente ou représentée.

Au cas où ces quorums ne sont pas atteints, l'assemblée est convoquée à nouveau dans les quinze jours et peut alors valablement délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 19-2 de l'article 19 concernant l'élection des membres du conseil d'administration ou de celles de l'article 24 relatives à la dissolution du groupement.

Article 19 : Conseil d'administration

Le groupement est administré par un conseil d'administration.

19.1. Compétence

Les missions du conseil d'administration sont les suivantes :

- arrêter le programme annuel prévisionnel d'activités et le budget correspondant, y compris, le cas échéant, les prévisions de recrutement ou de licenciement de personnel ;
- préparer, mettre en œuvre les décisions de l'assemblée générale, et lui rendre compte de sa gestion au moins une fois par an, et autant de fois qu'il est nécessaire ;
- agréer comme membres les personnes morales souhaitant adhérer au groupement, dans les conditions définies par l'assemblée générale ;
- examiner toute question relative au fonctionnement courant du groupement, et déterminer ses pouvoirs.

19.2. Composition

Le conseil d'administration est composé de (10 membres), élus par l'assemblée générale ou désignés, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable, selon les modalités suivantes :

- 2 représentants de l'Etat
- 2 représentants de la Ville de Montpellier
- 1 représentant de la Communauté d'agglomération de Montpellier
- 1 représentant du Département de l'Hérault
- 1 représentant de la C.D.C.
- 1 représentant du C.C.A.S.
- 1 représentant de la S.C.E.T.
- 1 représentant de la C.A.F.

19.3. Modalités de fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an et aussi souvent que l'intérêt du groupement l'exige, sur la convocation du président ou son représentant, ou à la demande de plusieurs de ses membres représentant au moins le tiers des droits définis à l'article 10. Toute convocation doit indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Le conseil d'administration délibère valablement si :

- les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés ;
- le mandat d'administrateur est exercé gratuitement. Toutefois, le conseil d'administration peut allouer des indemnités de déplacements pour des missions qu'il confie aux administrateurs.

Article 20 : Présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit à la majorité absolue, parmi ses membres, un président et trois vice-présidents, pour la même durée que le groupement ou pour une durée inférieure et renouvelable.

Le président ou son représentant, ou, en cas d'empêchement, le premier vice-président ou son représentant, préside les séances du conseil.

Article 21 : Directeur du groupement

Sur proposition de son président, le conseil d'administration nomme pour la durée du contrat urbain de cohésion sociale un directeur ayant ou non la qualité d'administrateur.

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration et dans les conditions fixées par ce dernier.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

Article 22 : Commissaire du Gouvernement

La fonction de commissaire du Gouvernement auprès du groupement est assurée par le préfet de département ou son représentant nommément désigné.

Le commissaire du Gouvernement est convoqué à toutes les réunions du conseil d'administration et a droit de regard sur l'ensemble des documents du groupement.

Conformément aux dispositions de *l'article 4 du décret n° 93-705 du 27 mars 1993*, il peut faire opposition aux décisions et aux délibérations qui mettent en jeu l'existence ou le bon fonctionnement du groupement, notamment celles prises en violation des dispositions législatives ou réglementaires ou de la présente convention.

Dans ce cas, la délibération ou la décision en cause fait l'objet d'un nouvel examen par les instances qualifiées du groupement dans un délai de quinze jours.

Il informe les administrateurs de l'Etat dont relèvent les établissements publics participant au groupement, des décisions prises par ce dernier.

TITRE V DISPOSITIONS DIVERSES

Article 23 : Règlement intérieur

Un règlement intérieur incluant les dispositions financières prévues à l'article 16 de la présente convention, est établi par le conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale.

Article 24 : Dissolution anticipée

Le groupement peut être dissous par anticipation.

Les décisions de prorogation ou de dissolution anticipée sont prises par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres du groupement.

Ces décisions sont ensuite transmises au préfet de département au moins trois mois avant la date d'échéance envisagée.

La décision de dissolution anticipée doit être approuvée par l'autorité ayant approuvé la présente convention constitutive et publiée comme en matière de constitution.

La dissolution anticipée entraîne la liquidation du groupement dans les conditions de l'article 25.

Article 25 : Dissolution et liquidation

Le groupement est dissous de plein droit :

- à l'arrivée du terme contractuel ;
- par réalisation de son objet ;
- par abrogation ou retrait de l'arrêté d'approbation.

La dissolution du groupement entraîne sa liquidation.

L'assemblée générale fixe les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Un avenant entre les membres du groupement devra préciser les droits et obligations de chaque membre après dissolution du groupement, en tenant compte des prêts et des garanties en cours qui devront être conduits à terme.

A l'issue du dernier contrat, le ou les liquidateurs procéderont aux dernières répartitions entre financeurs.

Article 26 : Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative, conformément à *l'article 2 du décret n°93-705 du 27mars 1993*.

Elle assure la publicité conformément à *l'article 3 du décret précité* et adresse une copie pour information aux administrations centrales concernées :

- le secrétaire général du Comité Interministériel des Villes,
- le directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
- le directeur du budget au ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

Le Préfet de l'Hérault,

**Le Maire
de la Ville de Montpellier,**

C. BALAND

H. MANDROUX

**Le Président du Conseil général
de l'Hérault,**

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération de Montpellier,**

A. VEZINHET

J.P. MOURE

**Pour Le Directeur Général
de la Caisse des dépôts et consignations,
La Directrice régionale,**

**Pour la Présidente
du Centre Communal d'Action Sociale,
La Vice-présidente,**

E.VIOLA

C. FOURTEAU

**Le Directeur interrégional de
la SCET**

**Le Directeur de la Caisse d'Allocations
Familiales de l'Hérault,**

J.L. MARTIN

J.P. PEQUIGNOT

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Mise à disposition de locaux associatifs **Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville**

Madame Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte:

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à 15 associations leur permettant ainsi d'accroître leurs activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé à ces 15 associations. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera chaque association :

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date des 28 Juin, 12 Juillet et 15 Novembre 2011 a décidé d'attribuer, à compter du 1^{er} Septembre 2011, et pour une durée d'une année, des locaux aux associations suivantes :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Amicale montpelliéraine de radiesthésie et de magnétisme	La Ruche, 11 rue des Abeilles	140 €	35 €	105 €
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles	La Ruche, 11 rue des Abeilles	47€	35 €	12€

Culture et bibliothèques pour tous	La Ruche, 11 rue des Abeilles	94€50	35 €	59€50
Le baobab	La Ruche, 11 rue des Abeilles	189 €	35 €	154 €
Bout'Entrain	La Ruche, 11 rue des Abeilles	94€50	35 €	59€50
Confédération Syndicale des Familles	La Ruche, 11 rue des Abeilles	94€	35€	59€
Association Japonaise Toranomaki	9, rue de la Poésie	268€	35 €	233€
Info.netservices	9, rue de la Poésie	325€	35 €	290€
Fédération régionale des utilisateurs du libre	9, rue de la Poésie	162€	35 €	127€
Association Philatélique Montpelliéraine	9, rue de la Poésie	406 €	35€	371€
Myosotis	Ex MpT Calvé Impasse des Acacias	52€	35 €	17€
Amitiés Franco Vietnamienne	Ex MpT Calvé Impasse des Acacias	502€	35 €	467€
Dounia	Ex MpT Calvé Impasse des Acacias	45€	35 €	10€
Apieu	Ex MpT Malherbe 4, rue A. Samain	50€	35 €	15€
Lâche les mots	Ex MpT Malherbe 4, rue A. Samain	50€	35 €	15€
	TOTAUX	2519€00	525 €	19940€00

En conséquence, il est demandé Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux 15 associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui des associations concernées ;
- d'approuver le modèle de convention d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus, joint en annexe ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



CONVENTION D'OCCUPATION ANNUELLE DU DOMAINE PUBLIC
DE LA VILLE DE MONTPELLIER PAR UNE ASSOCIATION DE LA VILLE
OU PAR UN GROUPEMENT
A TITRE ONEREUX

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Montpellier représentée par Madame Sophie BONIFACE-PASCAL, dûment habilitée par arrêté de Madame le Maire n°2011/2186/T/R, en date du 5 septembre 2011.

Et

L'association ou le groupement :
Représentée par Monsieur/Madame :
Adresse :
Téléphone du domicile :
Professionnel :
Portable :
Courriel :

Dont les statuts ont été déposés en Préfecture en date du sous le N°
D'autre part,

IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de l'autorisation

La Ville de Montpellier accepte de mettre à la disposition de l'association ci-dessus nommée, l'équipement, le lieu, la salle situé à appartenant au domaine public communal.

Les jours et horaires consentis sont les suivants :

Article 2 : Nature juridique de l'autorisation

L'occupation consentie est régie par les articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques à l'exclusion de toute autre législation.

Article 3 : Conditions générales d'occupation

Le responsable de l'association pourra désigner un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié de la Direction de l'Action Territoriale, ou DAT, service chargé de la gestion de ce dossier.

L'association s'engagera à respecter les plages horaires d'utilisation qui lui sont attribuées. En cas de non utilisation réitérée du local aux heures précitées, la Ville se réserve le droit de disposer de ces créneaux horaires.

Un état des lieux contradictoire sera établi avant la remise des clefs, et l'association devra rendre le local ou l'équipement en l'état initial. (Document annexé à la présente convention).

L'association veillera à une bonne utilisation de l'équipement de la part de ses adhérents ou licenciés et en contrôlera les accès.

Elle utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, elle ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux

mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

L'association s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

L'association ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Si l'association souhaite utiliser l'équipement ou le local pour une manifestation spécifique ou pendant des horaires particuliers, une demande d'autorisation sera formulée par écrit auprès de la DAT au moins 30 jours à l'avance.

L'utilisation des locaux internes aux Maisons pour tous pendant les vacances scolaires fera l'objet d'une demande dans les mêmes délais que ci-dessus.

Il est précisé qu'en aucun cas l'association ou le groupement ne pourront changer les serrures des locaux sans l'accord express et préalable de la Ville.

Enfin, l'association s'engage à remplir une fiche « bilan de fin de manifestation », qui lui sera remise par la Ville ou son représentant.

La Ville se réserve le droit de rendre les locaux indisponibles en cas de manifestation exceptionnelle, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou en cas de fermeture nécessaire. La Ville s'engage à avertir dans ces cas là l'association au préalable et dans un délai raisonnable.

Article 4 : Destination des lieux

L'association s'engage à utiliser les lieux uniquement pour des activités conformes à son objet social ou à sa demande initiale.

Elle devra se conformer rigoureusement pour l'exercice de ses activités aux lois, règlements, prescriptions administratives et plus particulièrement en matière de sécurité ainsi qu'aux contraintes spécifiques des activités pratiquées.

Article 5 : Redevance

La présente convention est conclue à titre onéreux selon les modalités définies conformément à la délibération du Conseil Municipal du lundi 25 juillet 2011.

Les tarifs applicables dans le cas présent seront donc : 35 € pour l'année

Toutefois, une caution de 150 € sera délivrée sous forme d'un chèque libellé à l'ordre du Trésor Public, pour l'utilisation des locaux au sein des Maisons pour tous et de la Maison de la Démocratie.

Article 6 : Droits d'auteurs

L'utilisation par le preneur de supports enregistrés ou la diffusion de spectacles vivants utilisant des œuvres protégées dans le domaine musical ou littéraire et inscrites au répertoire de la SACEM, Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique : 266 Place Ernest Garnier, 34070 Montpellier, tél : 04 99 74 21 70, ou inscrites au répertoire de la SACD, Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques, 9 rue Ballu, 75009 Paris, tél : 01 40 23 44 55, doivent être obligatoirement déclarés auprès des organismes précités.

Les droits d'auteurs en découlant éventuellement doivent donc avoir été impérativement acquittés.

Article 7 : Cotisations sociales

Si l'association emploie du personnel, elle devra s'affilier aux divers régimes obligatoires d'assurance maladie, vieillesse, accidents, prévoyance, ou GUSO, (Guichet Unique pour Spectacles occasionnels), pour les artistes, les musiciens et compléter le cadre ci-dessous.

Le non respect de cet article entrainera la résiliation pure et simple de cette convention.

Je soussigné(e), , Président(e) de l'association certifie sur l'honneur que l'association.....

- Satisfait aux obligations légales et réglementaires liées à l'emploi de salarié(s) dans le cadre de ses activités.
- Paiera les contributions personnelles, mobilières, taxes professionnelles et autres cotisations de toute nature, le concernant personnellement et relatives à ses activités.

Joindre votre n° de Siret :

Joindre une attestation sociale à jour, en date du :

OU

- N'emploie pas de salarié(s) et m'engage à solliciter des personnes uniquement à titre bénévole ou des intervenants salariés d'un autre organisme.

Article 8 : Consignes d'utilisation

La Ville s'engage à contrôler régulièrement le mode d'utilisation des locaux notamment au regard des consignes d'utilisation spécifiques à ces derniers.

Ce règlement sera consultable sur place par voie d'affichage.

Article 9 : Activités sportives

Les associations sportives devront joindre à la présente convention la photocopie des diplômes de leur personnel encadrant : brevet d'Etat de la discipline ou brevets fédéraux. Les diplômes et l'affiliation fédérale lorsqu'elle existe, doivent être affichés.

L'association devra fournir également, le n° d'habilitation de la Fédération, le n° d'agrément DDJS de l'Hérault ainsi que le diplôme de l'intervenant.

Article 10 : Responsabilité et encadrement

Les utilisateurs des locaux sont placés sous la responsabilité des membres de l'association. L'encadrement devra avoir la qualification exigée par la réglementation en vigueur pour l'enseignement de la discipline concernée.

Par ailleurs, des membres de l'encadrement devront être présents en nombre suffisant du début à la fin des plages horaires attribuées par la Ville.

Article 11: Buvette

L'installation d'une buvette est réglementée par les articles L.333-1 et suivants et R.3332-4 et suivants du Code de la Santé Publique, l'arrêté du 22 aout 1991, le décret 92-880 du 26 aout 1992 modifié par le décret 93-846 du 8 juin 1993.

L'association devra se conformer strictement à la réglementation en vigueur. Toute installation lors d'une manifestation devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du Service des Affaires Commerciales de la Ville de Montpellier.

Article 12 : Communication et publicité

Toutes les banderoles, supports publicitaires, affiches, affiches programmes ou autres flyers sur le lieu de la manifestation devront être validés par la Ville.

La présence du logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports ou documents en rapport avec cette convention est obligatoire.

L'organisateur communiquera la liste de ses sponsors et partenaires et précisera, s'il y a lieu l'heure de remise des prix.

L'affichage sauvage est interdit sur le domaine public, des sanctions et pénalités sont prévues et une procédure pourra être engagée en cas d'infraction constatée.

Article 13 : Assurances et renonciation à recours

L'occupant doit obligatoirement souscrire une police d'assurances multirisques et en responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tout dommage pouvant être causés du fait de son occupation, y compris ceux causés aux tiers.

L'occupant devra également assurer ses biens propres.

L'attestation d'assurance devra être fournie au plus tard le jour de la signature de la convention.

L'occupant ainsi que son assureur renoncent à tout recours contre la Ville s'agissant des conséquences pécuniaires pouvant découler de tout incident.

Nom de la compagnie d'assurance :

Adresse :

Police n° Souscrite le :

Article 14 : Sous location-Cession

En aucun cas l'association ne pourra sous louer, prêter ou même céder les installations mise à disposition par la Ville.

Article 15 : Avenant

Toute modification substantielle intervenant dans l'application de cette convention devra faire l'objet d'un avenant préalable.

Article 16 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an non renouvelable.

Article 17 : Résiliation

En cas de non respect par l'association des dispositions de la présente convention, la convention sera résiliée sans aucune indemnisation, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans réponse dans un délai de deux semaines, notamment dans les cas suivants :

- non respect de la vocation des installations
- non respect de l'objet de la demande initiale
- non respect des règlements d'utilisation par les utilisateurs
- non respect des plannings d'utilisation déterminés par l'autorité municipale
- en cas de force majeure ou pour des motifs tenant à l'intérêt général ou à l'ordre public

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés à la DAT dès la résiliation. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

En outre, et dans ces cas de non respect, la Ville se réserve le droit de ne pas donner suite à toute demande ultérieure de la même association.

La convention sera enfin résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association.

Article 18 : Procédure d'urgence

En cas d'évènement grave, et lorsque le personnel municipal n'est pas présent, contacter les pompiers :
n° de tél : 18, qui assureront le relais avec l'ingénieur d'astreinte de la Ville.

Article 19 : Compétence juridictionnelle

Dans le cas où un litige interviendrait, lors de l'interprétation ou l'exécution d'une des clauses de la présente convention, les parties, à défaut d'accord à l'amiable, dans le délai de 15 jours après le délai de mise en demeure, pourront saisir le Tribunal Administratif de Montpellier, instance compétente en la matière.

Fait à Montpellier, le

Signature du Président

Précédée de la mention : Lu et approuvé

.....

Pour Madame le Maire

**Madame Sophie BONIFACE-PASCAL,
Adjointe au Maire, déléguée aux Maisons pour tous
et à la vie associative**

.....

4 PJ : Etat des lieux
Attestation d'assurance
Chèque de caution
Diplômes des animateurs, (pour associations sportives)

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Madame Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte:

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations vous avez validé, lors du dernier Conseil Municipal du 25 juillet, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette rentrée 2011/2012, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 19 associations pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5005 €.

Les associations concernées sont : Eссор, Montpellier Scrabble, Intermezzo, Equilibri's, Mouvement Art Total, Ribambelle, Quai des songes, Ribosome, Association de quartier Les grands pins, APS 34, ALAFE, Haingo, Band à boulou, Arts et éveil, Sphère oblik, Huerta Libre, Vici sports, R2RUE et Art Mouvement et Culture.

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 4 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1040 €.

Les associations concernées sont : Association A4, Théâtre du Sud, Troubad'Oc et Handi-SD.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

annuelle



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

annuelle

Ville de
Montpellier



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		Albert-Camus	Pour la période de :		2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:		06-févr-12					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Handi-SD		Atelier recyclage artistique et développement durable		Mercredi 14h30 à 16h30	2h et 10 personnes incluses	165
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							

TOTAL

1040



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :		François-Villon	Pour la période de :	février	2011 à juin 2012 **		
Pour Conseil municipal du:		*** 6 février					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ESSOR	tutorat des jeunes en bute à des difficultés d'ordre social se manifestant notamment au plan scolaire	réunions parents/élèves	2 réunions supplémentaires à celles déjà positionnées	2 vendredi soir à déterminer	Demi-journée salle pour + 60	220
	Montpellier Scrabble	pratique du jeu	soirées pratique du jeu scrabble		10/2 ; 23/03; 27/04 25/05 et 22/06	Demi-journée salle pour - 60	275
	Association intermezzo	promotion du développement des arts et l'échange entre les différentes cultures du monde	Stage théâtre + spectacle enfant et jeunes quartier / partenariat Secours Populaire		12, 13 et 14/0 2 31/03; 1/04; 11/04; 12 et 13/04	Journée salle pour - 20 personnes	440

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :	fev / mars 2012			
Pour Conseil municipal du:		06/02/2012					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Equilibri's	apprentissage de l'équilibre et de l'autonomie	animation d'un atelier pendant les vacances d'hiver pour les 2/4 ans	proposer des activités variées et accessibles	lundi 20, mardi 21, mercredi 22 février 2012 de 10h/11h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	Mouvement Art Total	apprentissage et découverte de la danse contemporaine	animation d'un atelier pendant les vacances d'hiver à partir de 6 ans	proposer des activités variées et accessibles	mardi 21, mercredi 22, jeudi 23 février 2012 de 10h/11h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	Ribambelle	crèche associative	loto		dimanche 04 mars	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110
	quai des songes	La formation et l'assistance technique pour les productions phonographiques créés par ses adhérents.	répétition musicale de 2 abonnés de la Mpt habitant le quartier et adhérent de cette association.	participe à l'animation de la fête de la musique à la Mpt	tous les vendredis de 20h à 22h du 10/02 au 22/06	Demi-journée salle pour - 60 personnes	1100

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier

*** Selon date du CM sur le calendrier

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle	
Maison pour tous :		Frédéric-Chopin	Pour la période de :		2011 à juin 2012**	
Pour Conseil municipal du:		***				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total
	RIBOSOME	Théâtre, atelier créatif	Stage d'initiation au théâtre pour enfants		lundi 20, mardi 21 et mercredi 22 Février de 14h à 17h	Journée salle pour 20 à 60 personnes
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier					*** Selon date du CM sur le calendrier	
						110

M Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					ponctuelle	
Maison pour tous :		Albert-Camus	Pour la période de :		2011 à juin 2012**	
Pour Conseil municipal du:		***				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: jour horaire	Nombre d'heure total
	Association de quartier les grands pins – Zac croix d'argent		Voeux		13/02/2012 de 17h à 21h	Demi-journée salle pour - 60 personnes
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier					*** Selon date du CM sur le calendrier	
						55



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :		Joseph-Ricôme	Pour la période de :		2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:		***					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	APS 34	Prévention spécialisée. Educateur Intermant sur le secteur Gely Figuerolles quotidiennement	Organisation d'un projet collectif visant à l'intégration des jeunes adultes		08/02/2012 de 14h à 16h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
	ALAFE	Lutter contre la dégradation des quartiers	Réunion d'informations aux adhérents		15 février 2012 2 heures	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55
* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier *** Selon date du CM sur le calendrier							

Ville de



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :	fév - juin	2012 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du:		***					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	HAINGO	la sensibilisation, la formation ainsi que la promotion de la musique.	Rencontres et expériences scéniques pour les abonnés aux cours individuels de chant qui se déroulent sur la Maison pour tous.		Les samedis 11 février, 10 mars, 12 mai 2012 de 10h à 12h30	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	BAND A BOULOU	Aide à la création, au développement et à la mise en scène de spectacles	Spectacles des ateliers de théâtre qui se déroulent sur la Mpt afin d'aider les abonnés dans la création scénique.		les samedis 11 février et 28 avril 2012 de 17h30 à 23h.	Journée salle pour + 60 personnes	440
	ARTS ET EVEIL	développer les projets artistiques pour l'enfance et la petite enfance	Stage d'arts-plastiques Parent-Enfant afin d'organiser une exposition : stage pour les abonnés aux Maisons pour tous avec une participation au frais de matériel uniquement	Salle Mandela et Schoelcher pour 10 personnes (5 familles)	les samedis 3 mars, 10 mars, 17 mars, 24 mars et 7 avril 2012 de 10h30 à 12h	Week-end stages activités associations - de 20 personnes	550



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :		Voltaire	Pour la période de :		fev / mars 2012		
Pour Conseil municipal du :		06/02/2012					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Sphère oblik	activités socioculturelles	Stage		13 au 15/02 de 14h à 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	Huerta Libre	activités socioculturelles	Stage		13 au 14/02 de 14h à 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165
	Vici Sports	activités socioculturelles	Stage		20 au 24/02 10h30-12h et 14h-16h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	275
	R2 RUE	activités socioculturelles	Stage		13 au 17/02 10h-17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	275

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier

*** Selon date du CM sur le calendrier

Ville de
Montpellier



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous :		Jean-Pierre-Caillens	Pour la période de :		2011 à juin 2012**		
Pour Conseil municipal du :		***					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Art Mouvement et Culture	Danse hip hop	rencontre de danseurs hip-hop amateurs et professionnels		dimanche 1er et 8 avril de 10h à 14h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	220

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier

*** Selon date du CM sur le calendrier

TOTAL

5005

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

1 route de Lavérune Convention d'occupation du Domaine Public Ville de Montpellier/ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur Frédéric TSITSONIS rapporte:

ACM-Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier recherche des locaux situés en périphérie du Parc Immobilier ACM de la Cité Gély Figuerolles pour y héberger les agents de l'Office Public de l'Habitat intervenant dans la cité.

Compte tenu de la situation particulière de ces agents qui sont régulièrement soumis à des incivilités dans le cadre de leur activité professionnelle, la Ville de Montpellier propose de mettre à disposition de ACM-Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des locaux d'une superficie de 97,77 m² dont elle est propriétaire situés, 1 route de Lavérune ;

La mise à disposition serait consentie par convention d'occupation du Domaine Public, à titre gracieux, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mars 2012 jusqu'au 1^{er} mars 2018 ;

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention d'occupation du Domaine Public jointe en annexe ;
- d'approuver que l'occupation des locaux soit consentie à titre gracieux et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature s'élevant à 8 730 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 07/02/2012

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par Délibération du

d'autre part,

ACM – Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sis à Montpellier, 407 avenue du Professeur E. Antonelli, **dûment représentée par sa Directrice Générale, Madame Claudine FRÈCHE**, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

1, route de Lavérune
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition sont d'une superficie de 97,77 m² dont un garage de 17,96 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

Particularité : Le compteur électrique qui se trouve dans l'armoire électrique à l'intérieur des locaux alimente aussi une caméra de vidéosurveillance de la voie publique dont la consommation est tout à fait minime.

Une étude est en cours pour la mise en place d'une alimentation électrique extérieure indépendante pour cet équipement vidéo.

ACM prendra en charge la consommation électrique de cette caméra et autorisera l'accès de ces locaux au Centre de Surveillance Urbaine pour la maintenance de cet équipement.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de ses activités en direction des personnes logées dans les résidences ACM de Gély Figuerolles.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention d'occupation est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} mars 2012 jusqu'au 1^{er} mars 2018.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 8 730 €.

Toutefois la présente convention est consentie à titre gratuit compte tenu de la mission d'intérêt général effectuée par le preneur au sein du quartier Gély Figuerolles.

Cette gratuité est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 8 730 € qui devra être reportée à la fois sur le Compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

La Directrice Générale,
ACM – Office Public de l'Habitat
de la Communauté d'Agglomération
de Montpellier

Frédéric TSITSONIS

Claudine FRÈCHE

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Convention d'occupation du domaine privé de la Ville Ville de Montpellier / Les Rencontres du Court

Monsieur Frédéric TSITSONIS rapporte:

La Ville de Montpellier, suite à la Commission d'Attribution des locaux associatifs (CALA) réunie en date du 15 novembre 2011, propose de mettre à disposition de l'association « Les Rencontres du Court » pour une durée de 2 ans à compter du 1/01/2012, un local de 40 m² situé, 1 ter rue Charancy. Ce local serait en occupation conjointe avec l'association SOS Racisme déjà présente.

La valeur locative annuelle de ce lieu a été évaluée à 1833,00 €.

Compte tenu des activités d'intérêt local développées par l'association, cette mise à disposition serait consentie pour un loyer annuel minoré de 35,00 € taxes et charges locatives en sus.

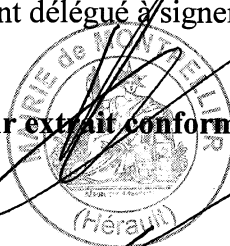
Ledit loyer sera constitutif d'une subvention annuelle en nature d'un montant de 1798,00 € qui devra être reportée à la fois sur le Compte administratif de la Ville de Montpellier et dans les comptes annuels de l'association concernée.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de location du domaine privé de la Ville jointe en annexe ;
- d'approuver le loyer annuel minoré de 35,00 € et de porter la subvention annuelle en nature d'un montant de 1798,00 € au Compte administratif de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, L'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le: 07/02/2012

CONVENTION DE LOCATION **(Domaine privé de la Ville)**

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Les Rencontres du Court » dûment représentée par son Président en exercice, Monsieur Laurent MESGUICH ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés à :

1 ter rue Charancy
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 40 m² et sont en occupation conjointe avec l'association SOS Racisme.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 2 ans. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1833,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1798,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS

Le Président de l'association

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

**Maison des Syndicats
474 allée de Montmorency
Convention de mise à disposition
Ville de Montpellier /Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente
CSN 34 - Groupe de l' Hérault
Avenant n° 1 - modification d'intitulé**

Monsieur Frédéric TSITSONIS rapporte:

Par Délibération en date du 21 décembre 2006 et convention de mise à disposition, la Ville loue à la Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente – CSN 34 – Groupe de l'Hérault, des locaux d'une superficie de 16,54 m² et une place de parking en sous-sol non privatisée.

Par un courrier cosigné en date du 12 novembre 2011, Monsieur Deliencourt Président de CSN 34, Monsieur Coignard Président de l'Amicale des représentants du Languedoc-Roussillon et Monsieur Sanz Secrétaire général de l'Amicale et du CSN 34, demandent à la Ville de Montpellier de modifier l'intitulé du titulaire du bail comme suit :

« Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente – CSN 34 – Groupe de l'Hérault - Amicale des Représentants du Languedoc-Roussillon ».

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition, modifiant l'intitulé du titulaire du bail comme suit : « Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente – CSN 34 – Groupe de l'Hérault - Amicale des Représentants du Languedoc-Roussillon », joint en annexe ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Maison des Syndicats
Convention de mise à disposition
Ville de Montpellier / Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente
CSN 34 – Groupe de l'Hérault – Amicale des représentants du Languedoc-Roussillon
Avenant n°1

Entre les soussignés :

d'une part,

- La ville de Montpellier représentée par son maire, Hélène Mandroux, dûment habilitée par Délibération du

et d'autre part,

- Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente – CSN 34 – Groupe de l'Hérault – Amicale des représentants du Languedoc-Roussillon, représentée par Monsieur Arnaud DELIENCOURT

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par Délibération du Conseil Municipal en date du 21 décembre 2006 et convention de mise à disposition, la Ville de Montpellier loue à la « Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente – CSN 34 – Groupe Hérault » des locaux d'une superficie de 16,54 m² et une place de parking en sous-sol non privatisée.

Par un courrier cosigné en date du 12 novembre 2011, Monsieur Delencourt Président de CNS 34, Monsieur Coignard Président de l'Amicale des représentants du Languedoc-Roussillon et Monsieur Sanz Secrétaire Général de l'Amicale et du CSN 34, demandent à la Ville de Montpellier de modifier l'intitulé du titulaire du bail en rajoutant à CSN 34 – Groupe Hérault « Amicale des représentants du Languedoc-Roussillon ».

ARTICLE 1 – INTITULE DE L'OCCUPANT

Le nouvel intitulé s'établit à présent comme suit :

« Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente – CSN 34 – Groupe de l'Hérault - Amicale des représentants du Languedoc-Roussillon ».

Les autres articles restent inchangés.

Fait à Montpellier, le

Le preneur

Le représentant du Syndicat

Le bailleur

**Pour Madame le Maire
l'Adjoint délégué**

Frédéric TSITSONIS

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Passerelle du Corum Transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Monsieur Frédéric TSITSONIS rapporte:

Lors de la séance du Conseil Municipal du 28 novembre 2002, la Ville de Montpellier a décidé, au titre de la compétence développement économique, de transférer le Corum (Palais des Congrès-Opéra Berlioz) à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Ville de Montpellier a édifié, dans le cadre de la convention Grand Cœur, une passerelle publique au-dessus de l'Allée de la Citadelle et de la voie ferrée, destinée à relier le parking Joffre à l'Esplanade et à l'échangeur du tramway (station Corum). Elle est accessible de deux côtés par un ascenseur.

Compte-tenu de son imbrication avec le Corum et de son utilisation par les congressistes et les spectateurs de l'Opéra Berlioz, cet équipement contribue au développement des activités relatives au tourisme d'affaire.

Aussi, cette passerelle relevant de l'intérêt communautaire, il convient de transférer cet équipement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

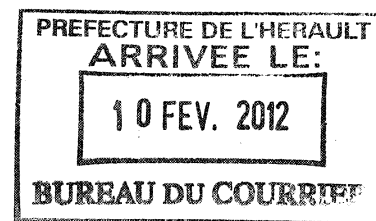
- de décider que la passerelle, telle que décrite ci-dessus, est d'intérêt communautaire ;
- de mettre cet équipement à disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à compter du 15 février 2012 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le procès-verbal de mise à disposition ainsi que tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Séance publique du lundi 6 février 2012



Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

ZAC du Coteau Choix d'un urbaniste Organisation d'un concours Election des membres du jury

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

Par délibération du 03 octobre 2011, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la création de la ZAC du Coteau, située au Sud du quartier Malbosc et à l'Est du parc Malbosc.

Le projet d'urbanisme qui présidera à l'aménagement de cette ZAC devra notamment s'attacher à :

- répondre aux besoins en matière d'habitat, toujours très importants, exprimés sur cette partie de la commune dans le respect du principe de mixité sociale mis en œuvre par la Ville dans l'ensemble de ses nouveaux quartiers depuis près de 30 ans,
- développer un nouveau quartier à proximité des lignes 1 et 3 du tramway, conformément aux orientations du schéma de cohérence territoriale,
- réaliser un quartier mixte à dominante d'habitat collectif accueillant également des commerces et des services tout en s'insérant dans le tissu urbain dense et structuré des quartiers voisins notamment celui de Malbosc,
- aménager ce nouveau quartier dans le prolongement des aménagements déjà réalisés en privilégiant les continuités favorisant les modes de déplacements doux (piétons et cycles),
- accompagner l'aménagement du parc Malbosc par un traitement respectueux de sa lisière.

Compte tenu de sa position stratégique à l'Ouest de la ville, il est proposé de lancer une consultation en vue de la désignation de l'architecte urbaniste en chef de la ZAC du Coteau. Ce concours se fondera sur la procédure d'appel d'offres restreint européen, par application des règles définies par le code des marchés publics.

A l'issue de ce concours, une équipe présentant des compétences particulières en matière de développement durable et composée au moins d'un urbaniste et d'un paysagiste sera sélectionnée pour réaliser les études d'urbanisme, concevoir l'identité du futur quartier, tenir le rôle d'architecte en chef de la ZAC et produire un plan programme architectural des espaces publics visibles dont elle assurera le suivi et la bonne réalisation tout au long de l'opération. Par ailleurs, l'équipe s'adjoindra, de façon provisoire et jusqu'à la désignation d'un aménageur pour la réalisation de la ZAC, les services d'un économiste chargé d'estimer les coûts des aménagements à réaliser.

Parmi les critères de sélection du projet lauréat figureront notamment le respect du programme, l'insertion du projet dans le site et son articulation avec les quartiers adjacents et sa capacité à proposer des concepts innovants.

Après appel public à candidature, une sélection de cinq candidats sera faite pour participer au concours. L'indemnité maximale versée à chacun d'eux sera de 25 084 € HT (30 000 € TTC).

Le budget nécessaire au versement de l'indemnité aux candidats, est inscrit au BP 2012.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le lancement d'un concours d'urbanisme pour la ZAC du Coteau,
- de dire que les sommes nécessaires au financement du concours et des études préalables sont inscrites au budget de la Ville,
- de décider que les candidats admis à concourir après sélection recevront une indemnité maximale de 30 000 € TTC par équipe,
- de décider de créer un jury, conformément à l'article 24 du code des marchés publics, composé des personnes suivantes :
- du maire ou de son représentant, M. Delafosse, Président du jury,
- de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants élus en son sein par le Conseil municipal (représentation proportionnelle au plus fort reste),

Ont été élus :

Membres titulaires :

- H.QVISTGAARD
- M. PASSET
- A. BOYER
- F. TSITSONIS
- G. LANNELONGUE

Membres suppléants :

- N. MIRAOUI
- H. MARTIN
- S. EL ATMANI
- M. ASLANIAN
- C. DUMONT

- des membres ci-après à désigner par le Président du jury :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet du concours, sans que le nombre de ces personnalités excède cinq, Au titre de ces personnalités, au moins un représentant de la société civile pourra être désigné.
- des personnalités dont la qualification professionnelle est exigée des candidats (architectes, paysagistes ou maîtres d'œuvre) représentant au moins 1/3 des membres du jury.

Ainsi que :

- du trésorier principal municipal (voix consultative),
- d'un représentant de la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (voix consultative).

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012



Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Création du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Îlot Saint Lazare

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain tant dans le centre ville que dans les autres secteurs où cela est nécessaire, la Ville de Montpellier favorise la requalification des quartiers en s'appuyant sur la mixité urbaine et sociale avec la création de logements notamment sociaux, d'activités et de commerces. C'est dans cette perspective que s'inscrit la mutation urbaine de l'îlot Saint Lazare qui vous est présentée dans cette délibération.

En effet, cet îlot situé entre l'Avenue Saint Lazare, l'avenue de Castelnau et l'avenue de la Reine Hélène d'Italie est composé de friche urbaine et de quelques habitations délaissées et en mauvais états. Aussi la Ville a souhaité accompagner la mutation de ce secteur en mettant en place dans le PLU les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un projet de renouvellement urbain de qualité. Celui-ci prévoit la construction de logements collectifs et des commerces, la requalification des espaces et des équipements publics d'infrastructure (voiries, réseaux...) et la création d'une liaison piétonne entre les avenues Saint Lazare et Castelnau.

Afin de faire participer les constructeurs aux dépenses de ces équipements publics d'infrastructure dont la réalisation s'avère nécessaire pour accompagner la mutations urbaine de ce secteur, la Ville souhaite mettre en place un programme d'aménagement d'ensemble (PAE), tel que prévu par l'article L.332-9 du code de l'urbanisme.

Les caractéristiques de ce PAE qui vous est proposé sont les suivantes :

1. Périmètre du PAE :

Ce périmètre est défini sur le plan annexé à la présente délibération.

2. Nature et coût (hors taxes) des équipements publics à réaliser (valeur février 2012) :

A/ Acquisitions foncières nécessaires à l'élargissement des avenues Saint Lazare, Reine d'Italie et de Castelnau. Ces acquisitions sont estimées à 88 000 €.

La part correspondant aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur concerné est estimée à 70 %, soit 61 600 € HT.

B/ Aménagement des avenues Saint Lazare, de Castelnau et Reine d'Italie et du rond point du souvenir Français: il s'agit de tous les travaux préparatoires à l'opération, les terrassements et les aménagements de voirie, les espaces verts, l'éclairage public..

Le coût de ces aménagements est estimé à 2 044 000 € HT.

La part correspondant aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur concerné est estimée à 70 %, soit 1 430 800 € HT.

C/ Renforcement des réseaux humides (hors eaux usées et eau potable) et secs lié à l'opération de l'îlot St Lazare . Ces travaux concernent, la création et le renforcement du réseau pluvial sur l'avenue Saint Lazare, le renforcement de la défense Incendie, les réseaux HTA EDF, gaz et Télécom, nécessaires à la desserte des constructions de l'îlot.

Le coût global de ce poste est estimé à 450 000 € HT.

La part correspondant aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur concerné est estimée à 100 % soit 450 000 € HT.

3. Total des dépenses d'équipements pour le secteur du PAE :

Ce coût global de cette opération est de : 2 582 000 € HT

4. Part des dépenses mises à la charge des constructeurs :

Le montant des dépenses décrites à l'alinéa 2 ci-dessus et mises à la charge des constructeurs est de : 1 942 400 € HT

5. Part des dépenses mises à la charge de la Ville :

Cette part est de : 639 600 € HT

6. Délai de réalisation des équipements publics prévus au PAE

Ce délai est de 15 ans à dater du versement de la 1^{ère} participation.

7. Montant des participations par m² de SHON pour les différentes catégories de construction :

- logements sociaux (PLUS, PLAI) : 15 €
- autres logements : 219 €
- commerces, activités, bureaux et toute extension de locaux existants : 185 €

Le secteur Saint Lazare est donc exclu des champs d'application de la taxe locale d'équipement. Par contre ce secteur sera soumis aux taxes liées au raccordement réseaux perçues par la communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de la fiscalité de l'urbanisme.

8. Actualisation des participations :

Les modalités de participation initiale seront définies par l'arrêté d'autorisation de construire. Chaque fraction de la participation sera révisée en fonction de l'indice TP01 du mois de paiement selon la formule suivante :

$$P = \frac{(\text{Indice TP01 du mois de paiement}) \times P0}{\text{Indice TP01 du mois de février 2012}}$$

P : participation actualisée

P0 : montant de la participation défini par la présente délibération.

En conséquence, il vous est proposé :

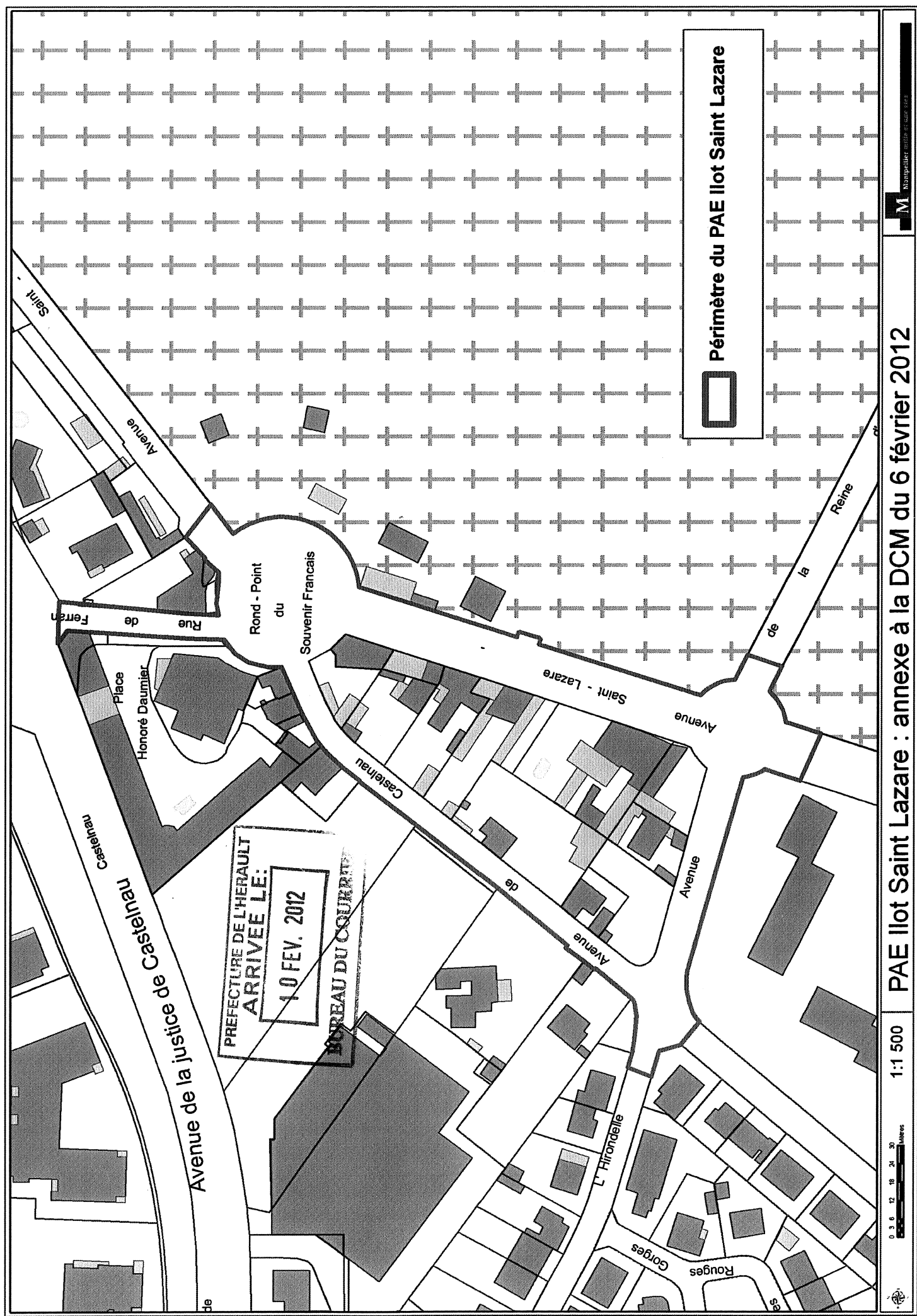
- d'approuver le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) de l'îlot Saint Lazare, délimité par le périmètre annexé à la présente délibération, et d'instituer les participations pour équipements publics définies ci-dessus,
- d'exclure le secteur considéré du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE),
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

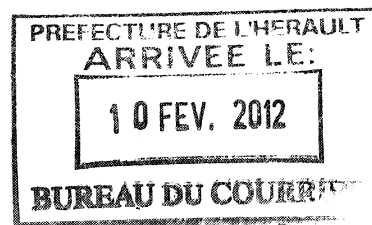
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



Séance publique du lundi 6 février 2012



Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Modification du Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E.) Mas de Calenda

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

Afin d'urbaniser les terrains dans le quartier Aiguelongue et notamment ceux situés au nord de l'avenue de la Justice de Castelnau, la Ville de Montpellier a instauré par délibération du conseil municipal en date du 28 février 2003 le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Mas de Calenda.

La Ville de Montpellier a clôturé les recettes du PAE par délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2011 dans la mesure où toutes les participations constructeurs ont été perçues. Toutefois ce PAE ne peut à ce jour être achevé dans la mesure où une part des équipements publics auquel le PAE participe ne sont que partiellement réalisés. Ces travaux sont précisés dans la délibération approuvée au Conseil municipal du 25 juillet 2011.

Dans la mesure où le PAE Mas de Calenda ne prévoyait pas de travaux d'équipements publics sur les îlots bâtis situés au sud de l'avenue de la Justice de Castelnau, la Ville de Montpellier souhaite extraire ces îlots du périmètre du PAE.

Il est en effet envisagé sur la partie sud de l'avenue de la Justice de Castelnau de prévoir de nouvelles opérations de renouvellement urbain et requalifier les équipements d'infrastructures (voiries, réseaux...) de ce secteur, suite à une étude d'aménagement réalisée par la Ville.

Il est donc proposé de réduire légèrement le périmètre du PAE Mas de Calenda conformément au plan annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

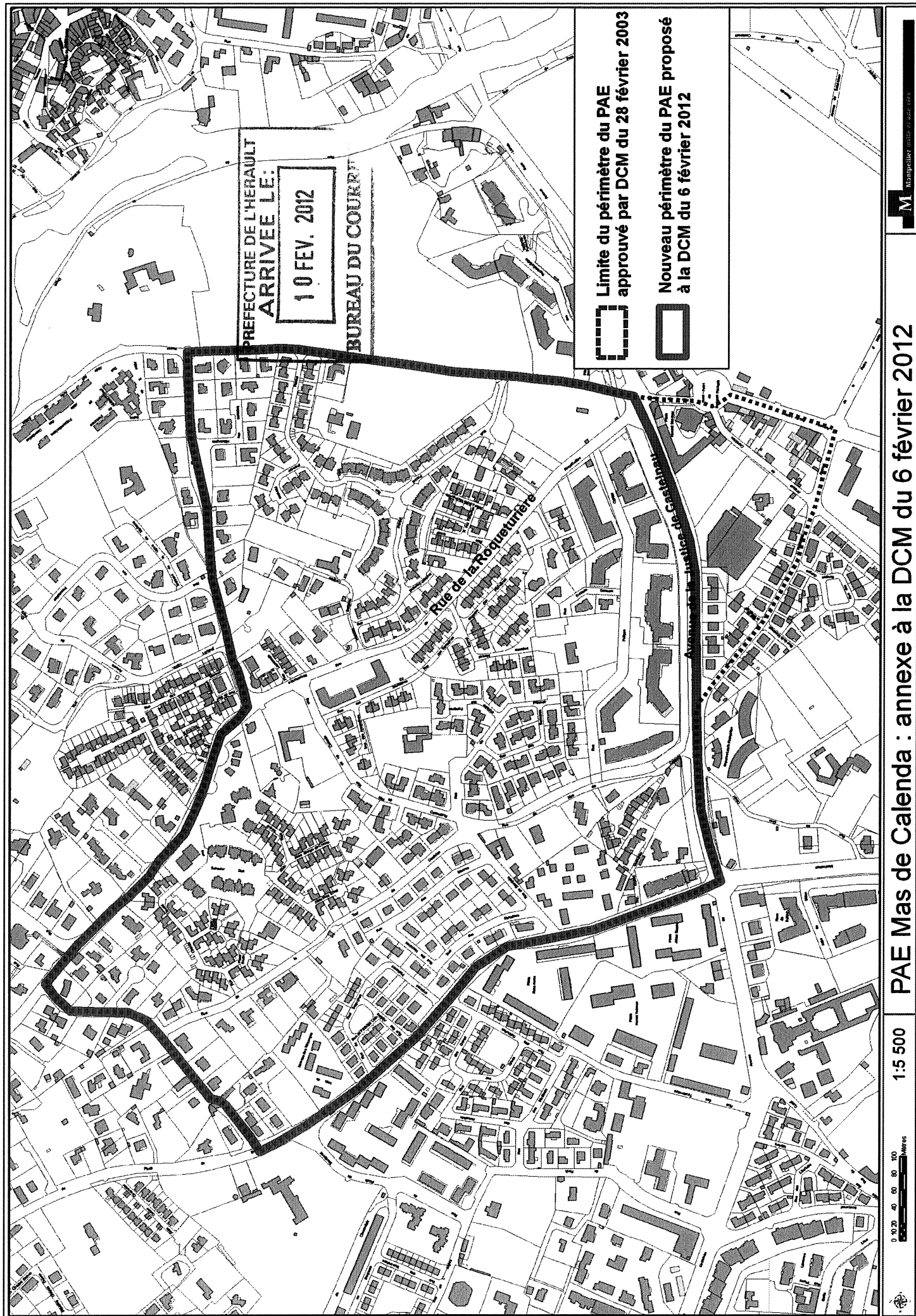
- d'approuver la modification du PAE Mas de Calenda instauré par délibération du 28 février 2003 en application de l'article L332-9 du code de l'urbanisme ;
- de dire que cette délibération modifie uniquement le périmètre de ce PAE ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012





**AVENANT N°1
A LA CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AUX RECONSTITUTIONS DES BATIMENTS
RELEVANT DE LA SNCF**

**Commune de MONTPELLIER (34)
ZAC du Nouveau Saint Roch
Réalisation du Pôle d'Echanges Multimodal**

ENTRE :

La Commune de MONTPELLIER, ci-après désignée « la Commune », Collectivité Territoriale sise à l'Hôtel de Ville 34000 MONTPELLIER, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX ou, à défaut, l'Adjoint Délégué Monsieur Michael DELAFOSSE, dûment habilitée aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du XXXX

ET :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français ci-après désignée « la SNCF », Etablissement Public National à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) immatriculé au registre du Commerce de PARIS sous le numéro B 552 049 447 dont le siège est à PARIS 14^{ème}, 34, rue du Commandant Mouchotte, représentée par Madame Sophie BOISSARD, Directeur de SNCF Gares et Connexions, domiciliée XXX en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Guillaume PEPY, son Président, aux termes d'un acte reçu par Maître Georges DINTRAS, Notaire à PARIS, en date du 10 avril 2009.

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT

La commune de MONTPELLIER, RFF et la SNCF ont conclu, les 11 et 14 avril 2008, un protocole d'accord de principe concernant la mise en œuvre d'un projet urbain dit « Nouveau Saint-Roch » sur des emprises appartenant, pour partie, aux sociétés ferroviaires. La Commune s'engageait notamment, aux termes dudit protocole, à prendre en charge les coûts de libération des emprises ferroviaires, notamment les coûts de reconstitution des bâtiments.

Dans ce contexte, a été conclue entre la Ville et la SNCF, les 17 novembre et 1^{er} décembre 2009 une convention de financement relative aux reconstitutions des bâtiments relevant de la SNCF. Cette convention avait pour objet de fixer le cadre contractuel et les modalités pratiques de l'apport financier de la commune de MONTPELLIER à la SNCF afin de garantir à cette dernière la réalisation du programme de reconstitution de ses bâtiments.

Projet SNCF du 09/01/2012



C'est dans le cadre de ce programme de reconstitution que la SNCF a acquis en état futur d'achèvement (VEFA) auprès de la société BOUYGUES IMMOBILIER, le 30 décembre 2011, les volumes d'un ensemble immobilier à édifier rue Colin à MONTPELLIER, destinés à accueillir des bureaux et 89 places de stationnement en sous sol

La consistance de ce programme, pour ce qui concerne les places de stationnement, ainsi que le calendrier de réalisation de l'opération conduit aujourd'hui à préciser les termes de la convention de financement conclue en 2009.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1.- Montant de l'indemnité de reconstitution des places de stationnement due au titre de l'article 3.2.1 de la convention de financement

L'article 3.2.1 de la convention de financement relative aux reconstitutions prévoyait que la SNCF dispose, dans le cadre de l'opération immobilière dite « Cour Colin », de 111 places de stationnement répondant aux besoins de ses agents. L'indemnité correspondante était évaluée à 2 037 000 € HT sur la base d'un prix unitaire de 20 600 € HT par place en sous sol pour 95 places et 5 000 € HT par place en extérieur pour 16 places.

Le contrat stipulait que le montant de cette indemnité serait « *ajusté en fonction du coût réel de construction de l'Opération Cour Colin* ».

Le programme définitif de BOUYGUES IMMOBILIER conclu avec la SNCF par VEFAn'offre qu'une capacité de stationnements de 89 places en sous sol pour un coût de réalisation de 1 833 000 € HT.

D'un commun accord, les parties conviennent d'arrêter le montant d'indemnité libératoire et définitif du par la Commune à la SNCF au titre des stationnements visés à l'article 3.2.1 de la convention de financement, à **2 037 000 € HT**, montant prévu par la convention signée en 2009.

Article 2.- Echancier de versement actualisé des indemnités de reconstitution

Le décalage dans le temps de l'opération immobilière dite « Cour Colin » conduit à revoir les dates prévisionnelles d'appels de fonds des indemnités de reconstitution prévues à l'article 6 de la convention de financement des 17 novembre et 1^{er} décembre 2009.

L'échéancier récapitulatif ci-dessous a été actualisé selon le calendrier prévisionnel indiqué dans la VEFA entre la SNCF et Bouygues Immobilier. La SNCF procédera aux appels de fonds auprès de la Commune en fonction de l'avancement effectif du projet réalisé par Bouygues Immobilier.

Commentaire [AJ1] : A confirmer par SNCF

EVENEMENTS	PART DE L'INDEMNITE GLOBALE DE RECONSTITUTION PREVUE A L'ARTICLE 6	INDEMNITE HT DUE AU TITRE DES STATIONNEMENTS PREVUE A L'ARTICLE 3.2.1 (1)	INDEMNITE FORFAITAIRE HT ACTUALISABLE DUE AU TITRE DE LA RECONSTITUTION DES BATIMENTS (2)	TOTAL HT	DATES PREVISIONNELLES
Signature de la convention	20 %	407 000 €	1 067 000 € (valeur mars 2009)	1 474 000 €	Novembre 2009 (réalisé)
Ouverture du chantier de construction	30 %	611 500 €	1 600 500 € (valeur mars 2009)	2 212 000 €	Janvier 2012
A mi chantier	20 %	407 000 €	1 067 000 € (valeur mars 2009)	1 474 000 €	Octobre 2012
3 mois avant la livraison	30 %	611 500 €	1 600 500 € (valeur mars 2009)	2 209 000 €	Mars 2013
TOTAL	100 %	2 037 000 €	5 335 000 € (valeur mars 2009)	7 372 000 €	

(1) Part non indexable.

(2) Part indexable lors que chaque appel de fonds.

Les parties conviennent, dans le respect des dispositions de l'article 7.1 de la convention de financement initiale, d'actualiser la part du montant de l'indemnité forfaitaire de reconstitution due au titre des bâtiments lors de chaque appel de fonds, sur la base de l'indice BT01 dernier publié à la date dudit appel de fonds.

Les stipulations de l'article 6 de la convention de financement, en ce qu'elles prévoient une indexation du montant de l'indemnité forfaitaire « réalisée à la date du dernier versement », sont abrogées.

Le présent avenant est établi en trois exemplaires originaux, un pour chacun des signataires et un pour le contrôle de légalité exercé par la Préfecture.

A MONTPELLIER, le
Pour la Commune,
Pour Mme le Maire, l'Adjoint délégué

A PARIS, le
Pour la SNCF
La Directrice SNCF Gares et Connexions

Michaël DELAFOSSE

Projet SNCF du 09/01/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012



Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer

Modification de périmètre Objectifs et modalités d'association du public

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

La zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne – Consuls de Mer s'étend aujourd'hui sur une surface d'environ 25 hectares en rive droite du Lez. Engagée au début des années 1990 dans le prolongement d'Antigone, cette opération, qui fut l'une des premières du quartier Port Marianne, a d'ores et déjà permis de créer près de 3 000 logements, accompagnés de bureaux et de commerces de proximité.

Remarquablement desservi par les transports en commun grâce aux lignes de tramway 1 et 2 et, très prochainement, 3 et 4 dont la mise en service est programmée pour le mois d'avril 2012, ce quartier accueille également de nombreux équipements et aménagements publics ou privés :

- l'hôtel de police nationale et le groupe scolaire Jean Jaurès / Geneviève Anthonioz-De Gaulle, situés à l'ouest et au centre du quartier ;
- le nouvel hôtel de ville de Montpellier, situé en bordure du Lez, au sud du quartier, ouvert au public depuis le 14 novembre 2011 ;
- autour de l'hôtel de ville : la place Georges Frêche, un hôtel 4 étoiles, des commerces, un parc de stationnement, un grand parc paysager ainsi que des ouvrages hydrauliques et d'assainissement liés à la maîtrise des inondations et à l'amélioration de la qualité des eaux du Lez.

Répondant dans le temps aux besoins exprimés sur cette partie de la ville en matière de logements et d'équipements, la réalisation de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer s'est organisée jusqu'à aujourd'hui en trois périmètres successifs :

Le premier périmètre de ZAC établi en 1993 concerne un secteur de 12 ha environ correspondant à la partie nord du quartier. Conçue par l'architecte luxembourgeois Rob Krier et confiée à la SERM en qualité d'aménageur, l'opération avait pour objet principal de prolonger la ville existante vers le Lez,

en apportant à un quartier urbanisé sans cohérence la configuration urbaine qui lui faisait défaut. Ce secteur est aujourd'hui totalement achevé et a permis la réalisation de 2800 logements, d'équipements publics et de commerces.

L'extension du périmètre de la ZAC au sud, au-delà de l'avenue du Pr. Antonelli, a été décidée par le Conseil municipal en juillet 2003, afin d'accueillir autour des 6000 m² de la place Georges Frêche le nouvel hôtel de ville, un grand parking public de 700 places, des programmes mixtes de logements, de bureaux et de commerces, ainsi qu'un parc public de 4 hectares en bordure du Lez. Confiés aux architectes Jean Nouvel et François Fontès, l'extension de la ZAC est entrée en phase opérationnelle au printemps 2006 et est aujourd'hui en cours d'achèvement.

Enfin, la volonté de poursuivre la mise en œuvre du schéma d'aménagement de Port Marianne en rive gauche du Lez, notamment par la réalisation des ZAC Port Marianne-Parc Marianne et Port Marianne-Rive gauche, ainsi que la construction prochaine des 3^{ème} et 4^{ème} lignes de tramway par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a justifié l'engagement d'une nouvelle phase d'aménagement de la rive droite du fleuve, en prolongement direct du nouvel hôtel de ville, dans le cadre d'une deuxième extension de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer. Le lancement de ce projet d'extension a été décidé par une délibération du Conseil municipal en date du 26 mars 2007.

A l'issue des différentes phases de concertation organisées sur ce projet d'extension de ZAC, les dossiers de création et de réalisation correspondants ont été respectivement approuvés par le Conseil municipal des 24 juillet 2008 et 9 mai 2011.

Le nouveau périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer issue de cette dernière extension a notamment intégré la parcelle cadastrée DS 557, propriété des consorts Agelou. Ces derniers, contestant cette décision par la voie contentieuse, ont engagé des recours contre la procédure de ZAC et la concession d'aménagement.

Dans ce contexte, la Ville a souhaité rechercher un accord avec les consorts Agelou permettant de concilier la poursuite de son projet urbain et les intérêts des consorts Agelou. Cet accord s'est concrétisé au travers d'un protocole liant la Ville aux consorts Agelou, approuvé par le Conseil municipal le 9 mai 2011 et signé le 8 juin 2011.

Ce protocole prévoyant notamment une réduction du périmètre de la ZAC sur la parcelle DS 557, une nouvelle procédure doit être engagée dès aujourd'hui en vue d'approuver un nouveau dossier de création puis un nouveau dossier de réalisation de ZAC, conformément aux dispositions des articles L.311-1 et R.311-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'aménagement de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer à l'intérieur de son périmètre modifié vise des objectifs généraux similaires à ceux qui avaient été déjà définis à l'occasion de la deuxième extension de la ZAC, à savoir :

- assurer une continuité urbaine avec la ZAC existante par le prolongement du front bâti le long de l'ancienne voie ferrée d'intérêt local (VFIL) et la création d'une façade urbaine en bordure de la rue des Acconiers, vers le Lez et le futur pont de la République,
- poursuivre l'aménagement d'un quartier vivant et animé par la construction d'un programme mixte qui viendra compléter l'offre en cours de développement autour du futur hôtel de Ville (commerces, logements et bureaux),
- renforcer l'urbanisation à proximité des lignes de tramway et notamment sur l'avenue Germaine Tillion, le chemin de Moularès et la rue du Moulin des Sept Cans,
- répondre à la demande en logements toujours très importante sur Montpellier, en créant des logements bénéficiant de la proximité de nombreux équipements publics existants ou projetés, et en particulier au besoin en logements aidés par l'Etat, notamment en logements locatifs sociaux,
- assurer la couture urbaine avec les quartiers résidentiels plus anciens situés au sud de la rue des Acconiers et à l'ouest de l'avenue du Pont Trinquat.

Toutefois, dans le respect de ces objectifs, cette procédure sera aussi l'occasion d'approfondir la réflexion sur l'affirmation du contexte urbain de la façade de l'avenue Germaine Tillion ainsi que du renouvellement urbain de parcelles situées en bordure de la rue du Moulin des Sept Cans pour, notamment, favoriser l'émergence d'îlots urbains cohérents qui viendront progressivement structurer la ville à proximité du nouvel hôtel de ville.

Les modalités d'association du public, proposées en accompagnement du lancement de cette procédure de modification du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, pourraient être les suivantes :

- une réunion publique,
- une mise à disposition du dossier pour une durée d'au moins 15 jours, accompagné d'un cahier permettant de recueillir les observations de la population,
- un article dans le journal municipal.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver le principe de lancement d'une nouvelle procédure visant à modifier le périmètre de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer,
- d'adopter les objectifs d'aménagement et les modalités de concertation du public qui vous sont proposés,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

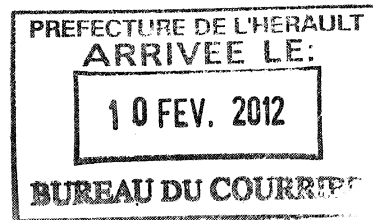
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012



Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

ZAC Nouveau Saint Roch Reconstitution des équipements (bâtiments et stationnements) de la SNCF Convention de financement Avenant n°1

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

Les Conseils municipaux des 24 juillet 2008 et 04 octobre 2010 ont respectivement approuvés les dossiers de création et de réalisation de la ZAC Nouveau Saint Roch. Son périmètre, d'environ 15 ha, est délimité approximativement par le pont de Lattes au nord, la rue Colin à l'est, le boulevard Vieussens au sud, l'avenue de Maurin à l'ouest. Il comprend notamment les emprises en grande partie libérées par la SNCF et RFF, aujourd'hui en friches ou sous-utilisées compte tenu de leur situation.

L'aménagement de ces terrains permettra la réalisation d'un nouveau quartier constituant un atout pour le centre-ville, avec la construction d'environ 1500 logements, de commerces et de bureaux s'articulant autour d'un parc d'environ 1,2 hectare. Ce quartier, incluant la gare Saint Roch, sera parfaitement bien desservi notamment par quatre lignes de tramway et la construction d'un parking qui sera ouvert au public. Cette opération vise par ailleurs à faciliter les échanges entre le centre historique et les quartiers situés au sud de l'Ecusson.

Pour ce faire, par délibération du 04 mai 2009, le Conseil municipal a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signée le 27 mai 2009.

Le Conseil municipal a également approuvé le 4 février 2008 un protocole d'accord cadre avec la SNCF et RFF, portant notamment sur les coûts et les conditions de reconstitutions des équipements ferroviaires afin de libérer les emprises foncières nécessaires à la réalisation du quartier Nouveau St Roch.

Ce protocole a été décliné en conventions de financement d'études et de travaux pour réaliser les opérations relevant des périmètres respectifs de la SNCF et de RFF. Un promoteur a été désigné pour réaliser un bâtiment et des stationnements au bénéfice de la SNCF, dans le périmètre de ZAC, rue Colin (à l'Est des voies ferrées).

Aussi, par délibération du Conseil municipal du 27 juillet 2009, la Ville a approuvé une convention de financement de ces reconstitutions, intitulée « Convention de financement relative aux reconstitutions des bâtiments relevant de la SNCF », précisant, pour cette opération cour Colin, les dispositions inscrites dans le protocole d'accord cadre.

Pour mémoire, les montants à la charge de la Ville inscrits dans cette convention sont de 5 335 000 € pour les bâtiments et de 2 037 000 € pour 111 places de stationnement, soit un total de 7 372 000 € (hors taxes, non assujetti à TVA), aux conditions économiques de mars 2009.

Pour information, la Ville a déjà versé à la SNCF, sur la base de cette convention, 1 474 000 € (valeur mars 2009) en 2010 ; il reste donc à verser 5 898 000 € (valeur mars 2009).

Aujourd'hui, il convient d'adapter la convention aux évolutions du programme et de calendrier de la construction de l'immeuble permettant ces reconstitutions. Le montant total (valeur mars 2009) prévu par la convention initiale reste inchangé.

Aussi, il est proposé que les appels de fonds restant à effectuer par la SNCF, non réalisés en 2010 et 2011, soient reportés sur 2012 et 2013.

En outre, le contrat entre la SNCF et le promoteur ne comporte à ce jour que 89 places de stationnement contre 111 prévues initialement par la convention. L'avenant n°1 propose de confirmer que le paiement par la Ville des sommes liées à cette convention équivaut à la reconstitution de 111 places de stationnement, malgré la modification du projet acté entre la SNCF et le promoteur.

L'avenant n°1 qu'il vous est proposé d'approuver permet donc de prendre en compte ces modifications, sans changer les sommes prévues par la convention initiale.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 de la dite convention de financement entre la Ville de Montpellier et la SNCF, au bénéfice de la SNCF, relative aux reconstitutions des équipements ferroviaires, en vue de la libération des terrains d'emprise de la ZAC Nouveau Saint Roch,
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits, dans le cadre de l'opération Nouveau Saint Roch, au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



**AVENANT N°1
A LA CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE AUX RECONSTITUTIONS DES BATIMENTS
RELEVANT DE LA SNCF**

**Commune de MONTPELLIER (34)
ZAC du Nouveau Saint Roch
Réalisation du Pôle d'Echanges Multimodal**

ENTRE :

La Commune de MONTPELLIER, ci-après désignée « la Commune », Collectivité Territoriale sise à l'Hôtel de Ville 34000 MONTPELLIER, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX ou, à défaut, l'Adjoint Délégué Monsieur Michael DELAFOSSE, dûment habilitée aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du XXXX

ET :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français ci-après désignée « la SNCF », Etablissement Public National à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) immatriculé au registre du Commerce de PARIS sous le numéro B 552 049 447 dont le siège est à PARIS 14^{ème}, 34, rue du Commandant Mouchotte, représentée par Madame Sophie BOISSARD, Directeur de SNCF Gares et Connexions, domiciliée XXX en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Guillaume PEPY, son Président, aux termes d'un acte reçu par Maître Georges DINTRAS, Notaire à PARIS, en date du 10 avril 2009.

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIV

La commune de MONTPELLIER, RFF et la SNCF ont conclu, les 11 et 14 avril 2008, un protocole d'accord de principe concernant la mise en œuvre d'un projet urbain dit « Nouveau Saint-Roch » sur des emprises appartenant, pour partie, aux sociétés ferroviaires. La Commune s'engageait notamment, aux termes dudit protocole, à prendre en charge les coûts de libération des emprises ferroviaires, notamment les coûts de reconstitution des bâtiments.

Dans ce contexte, a été conclue entre la Ville et la SNCF, les 17 novembre et 1^{er} décembre 2009 une convention de financement relative aux reconstitutions des bâtiments relevant de la SNCF. Cette convention avait pour objet de fixer le cadre contractuel et les modalités pratiques de l'apport financier de la commune de MONTPELLIER à la SNCF afin de garantir à cette dernière la réalisation du programme de reconstitution de ses bâtiments.

C'est dans le cadre de ce programme de reconstitution que la SNCF a acquis en état futur d'achèvement (VEFA) auprès de la société BOUYGUES IMMOBILIER, le 30 décembre 2011, les volumes d'un ensemble immobilier à édifier rue Colin à MONTPELLIER, destinés à accueillir des bureaux et 89 places de stationnement en sous sol

La consistance de ce programme, pour ce qui concerne les places de stationnement, ainsi que le calendrier de réalisation de l'opération conduit aujourd'hui à préciser les termes de la convention de financement conclue en 2009.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

Article 1.- Montant de l'indemnité de reconstitution des places de stationnement due au titre de l'article 3.2.1 de la convention de financement

L'article 3.2.1 de la convention de financement relative aux reconstitutions prévoyait que la SNCF dispose, dans le cadre de l'opération immobilière dite « Cour Colin », de 111 places de stationnement répondant aux besoins de ses agents. L'indemnité correspondante était évaluée à 2 037 000 € HT sur la base d'un prix unitaire de 20 600 € HT par place en sous sol pour 95 places et 5 000 € HT par place en extérieur pour 16 places.

Le contrat stipulait que le montant de cette indemnité serait « *ajusté en fonction du coût réel de construction de l'Opération Cour Colin* ».

Le programme définitif de BOUYGUES IMMOBILIER conclu avec la SNCF par VEFAN'offre qu'une capacité de stationnements de 89 places en sous sol pour un coût de réalisation de 1 833 000 € HT.

D'un commun accord, les parties conviennent d'arrêter le montant d'indemnité libératoire et définitif du par la Commune à la SNCF au titre des stationnements visés à l'article 3.2.1 de la convention de financement, à **2 037 000 € HT**, montant prévu par la convention signée en 2009.

Article 2.- Echancier de versement actualisé des indemnités de reconstitution

Le décalage dans le temps de l'opération immobilière dite « Cour Colin » conduit à revoir les dates prévisionnelles d'appels de fonds des indemnités de reconstitution prévues à l'article 6 de la convention de financement des 17 novembre et 1^{er} décembre 2009.

L'échéancier récapitulatif ci-dessous a été actualisé selon le calendrier prévisionnel indiqué dans la VEFA entre la SNCF et Bouygues Immobilier. La SNCF procédera aux appels de fonds auprès de la Commune en fonction de l'avancement effectif du projet réalisé par Bouygues Immobilier.

Commentaire [A11]: A confirmer par SNCF

EVENEMENTS	PART DE L'INDEMNITE GLOBALE DE RECONSTITUTION PREVUE A L'ARTICLE 6	INDEMNITE HT DUE AU TITRE DES STATIONNEMENTS PREVUE A L'ARTICLE 3.2.1 (1)	INDEMNITE FORFAITAIRE HT ACTUALISABLE DUE AU TITRE DE LA RECONSTITUTION DES BATIMENTS (2)	TOTAL HT	DATES PREVISIONNELLES
Signature de la convention	20 %	407 000 €	1 067 000 € (valeur mars 2009)	1 474 000 €	Novembre 2009 (réalisé)
Ouverture du chantier de construction	30 %	611 500 €	1 600 500 € (valeur mars 2009)	2 212 000 €	Janvier 2012
A mi chantier	20 %	407 000 €	1 067 000 € (valeur mars 2009)	1 474 000 €	Octobre 2012
3 mois avant la livraison	30 %	611 500 €	1 600 500 € (valeur mars 2009)	2 209 000 €	Mars 2013
TOTAL	100 %	2 037 000 €	5 335 000 € (valeur mars 2009)	7 372 000 €	

(1) Part non indexable.

(2) Part indexable lors que chaque appel de fonds.

Les parties conviennent, dans le respect des dispositions de l'article 7.1 de la convention de financement initiale, d'actualiser la part du montant de l'indemnité forfaitaire de reconstitution due au titre des bâtiments lors de chaque appel de fonds, sur la base de l'indice BT01 dernier publié à la date dudit appel de fonds.

Les stipulations de l'article 6 de la convention de financement, en ce qu'elles prévoient une indexation du montant de l'indemnité forfaitaire « réalisée à la date du dernier versement », sont abrogées.

Le présent avenant est établi en trois exemplaires originaux, un pour chacun des signataires et un pour le contrôle de légalité exercé par la Préfecture.

A MONTPELLIER, le
Pour la Commune,
Pour Mme le Maire, l'Adjoint délégué

A PARIS, le
Pour la SNCF
La Directrice SNCF Gares et Connexions

Michaël DELAFOSSE

Projet SNCF du 09/01/2012

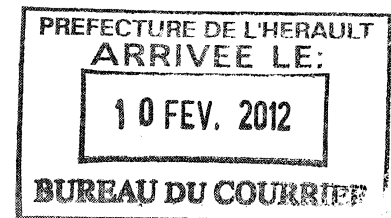
CONVENTION CS 08



Affaire : D323/070142 Suivie par : Eric VERDIER

Commune de MONTPELLIER
N° INSEE : 34172
Département du HERAULT

Ligne électrique aérienne : VDE - ZAC DE CAUNELLE



CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

Electricité Réseau Distribution France (ERDF), société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social à Tour Winterthur, 102 Terrasse Boieldieu, 92 085 Paris La Défense Cedex, représentée par RAFAI Karim, agissant en qualité de DIRECTEUR U.R.E. LARO, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation « ERDF »

d'une part,

Et

COMMUNE DE MONTPELLIER
1 PLACE FRANCIS PONGE - 34000 MONTPELLIER

agissant en qualité de propriétaire des bâtiments et terrains sis LA MOSSON

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » ;

d'autre part,

Par voie de conséquence, ERDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 – Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1^{er}.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1^{er}, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'(les) ouvrage(s) visé(s) à l'article 1^{er}, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs aériens, à conditions que le sommet d'un arbre, supposé tomber perpendiculairement sur cette nappe de conducteurs, reste toujours, au cours de la chute, à une distance supérieure à celle prescrite par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 – Indemnité

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1^{er}, ERDF s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 5 ci-après, au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de néant.

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles¹ conclus entre la professions agricole et ERDF, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

¹ Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

ARTICLE 4 – Responsabilités

ERDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur les quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 – Entrée en application

La présente convention prend effet à dater de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1^{er} ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise ERDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 7 – Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à ERDF des droits plus étendus que ceux prévus par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906, elle pourra être régularisée, en vue de sa publication au bureau des hypothèques, par acte authentique devant Maître
Notaire à, les frais dudit acte restant à la charge d'ERDF.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées, par les ouvrages électriques définis à l'article 1^{er}, les termes de la présente convention.

Fait en QUATRE EXEMPLAIRES,

A....., le

A....., le

(1) LE PROPRIETAIRE

(1) ELECTRICITE RESEAUX DISTRIBUTION FRANCE

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « LU et APPROUVE »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la vente du lot 67 de la copropriété Les Jardins d'Anne à M. Claude MIALHES, au prix de 7 000 € conforme à l'évaluation des services fiscaux,
- de confier la rédaction de l'acte de vente au notaire de M. MIALHES,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 07/02/2012

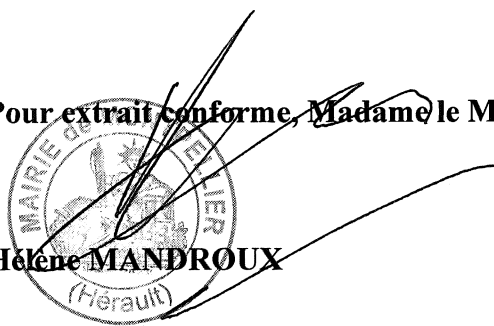
- De saisir Maître CAULIER, notaire de l'opération, pour rédiger l'acte notarié permettant la publication de ces servitudes, aux frais de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



- d'autoriser la saisie de Maître Bonnary, notaire d'Hérault Habitat, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,

- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

A circular official stamp of the Municipality of Montpellier is visible, partially obscured by a large, bold handwritten signature. The stamp contains the text "MAIRIE de MONTPELLIER" and a central emblem. The signature is written in dark ink and extends across the stamp and the text "Pour extrait conforme, Madame le Maire".

- en partie, la parcelle cadastrée CP 168 propriété de M. et Mme Maurice SOUBEYRAND : terrain d'une superficie d'environ 1800 m² (à délimiter par un géomètre) supportant une habitation composée de deux appartements représentant une superficie habitable de 274 m² ainsi que des locaux annexes (garages, appentis).

Des contacts ont été pris avec les propriétaires concernés et ont débouché sur des accords amiables de principe conformes aux estimations des services fiscaux sollicitées par la Ville.

Des accords de vente pourront ainsi être signés sur ces bases dans les prochaines semaines avec ces trois propriétaires. Ces accords intégreront des clauses facilitant leur réinstallation ailleurs (recherches foncières nécessaires des propriétaires pour acquérir une nouvelle résidence principale) : échelonnement des paiements par la Ville des acquisitions, (dès la signature des actes pour partie et jusqu'à la libération effective des lieux et la prise de possession par la Ville qui seront différées par rapport à la signature de l'acte).

Les terrains acquis par la Ville seront intégralement neutralisés : démolition des constructions existantes, inconstructibilité dans le cadre d'une prochaine modification du Plan Local d'Urbanisme (classement en zone naturelle), limitation de l'accès (clôture, fermeture). Des solutions de mises à disposition d'une partie des terrains aux propriétaires riverains, pour un usage exclusif de jardins pourraient être envisagées, les bords de la falaise restant dans cette hypothèse pour des questions de sécurité à l'usage exclusif de la Ville et totalement inaccessible (fermeture).

Les coûts des acquisitions des trois propriétés SARIVIERE, SOUBEYRAND (partie) et LHOSTE et des travaux liés à la démolition des bâtiments et à la mise en sécurité des parcelles sont estimés conformément à l'évaluation des services fiscaux à un montant total de 2.000.000 €, très inférieur au coût de réalisation des travaux de confortement des berges estimés à 4.300.000 € TTC.

En conséquence, nous vous proposons :

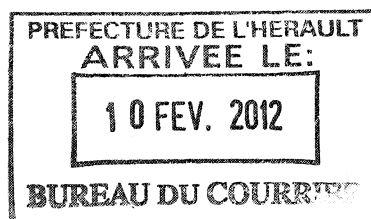
- d'approuver le principe de l'acquisition des parcelles cadastrées CP 157, CP 168 (partie) et CP 148 appartenant respectivement à M. Jean-Noël SARIVIERE, à M. et Mme Maurice SOUBEYRAND et à Madame Hélène LHOSTE afin de procéder à leur démolition pour les soustraire au risque d'affaissement de la falaise du Lez au droit de ces propriétés,
- d'autoriser en conséquence l'adjoint délégué à signer tout compromis de vente et actes conformément à l'estimation des services fiscaux, sous condition suspensive de l'octroi de la subvention versée au titre de la loi « Barnier »,
- de confier la rédaction des actes aux notaires des acquéreurs,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer le cas échéant des conventions de mise à disposition à un tiers d'une partie des terrains acquis dans les strictes conditions exposées ci-avant,
- de dire que les sommes nécessaires au financement du projet sont inscrites au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à solliciter les subventions pour un montant correspondant aux dépenses engagées estimées à 2.000.000 € par la Ville et subventionnable par le fonds Barnier,
- d'approuver le principe de lancer, le cas échéant, une procédure de déclaration d'utilité publique,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire et à déposer tout permis de démolir.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



CONVENTION DE SERVITUDES applicable aux OUVRAGES de DISTRIBUTION PUBLIQUE de GAZ

Entre les soussignés :

GrDF, Société Anonyme au capital de 1 800 000 000 euros, dont le siège social est à Paris (9ème), 6, rue Condorcet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511 et représentée par Monsieur Thierry MOSCONTI en qualité d'Adjoint au Directeur de l'Unité Réseau Gaz de la région Languedoc Roussillon, faisant élection de domicile à GrDF, 382 avenue Raimon de Trencavel – 34926 MONTPELLIER Cedex 9,

désigné ci-après "GrDF".

d'une part,

et

demeurant

agissant en qualité de propriétaire(s),

désigné ci-après par l'appellation "le(s) Propriétaire(s)"

d'autre part,

ARTICLE 5

La présente convention sera réitérée par acte authentique devant Maître PAQUETTE Liliane, notaire demeurant rue Claude Farrère BP 461 34505 BEZIERS Cedex, dans un délai de deux mois à compter de la demande faite par une des parties. Les frais dudit acte restant à la charge exclusive de GrDF.

ARTICLE 6

Le Tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la parcelle.

ARTICLE 7

Le ou les ouvrage(s) visé(s) dans la présente convention fait(font) partie intégrante de la concession de distribution publique de gaz de la commune de MONTPELLIER.

ARTICLE 8

La présente convention prend effet à compter de ce jour et est conclue pour la durée de l'exploitation de l'ouvrage, éventuellement renouvelé, ou de tout autre qui viendrait à lui être substitué.

Fait en quatre exemplaires, à _____,
le ____ / ____ / ____.

_____ mots nuls.

Le(s) Propriétaire(s) (2)

Pour GrDF (2)

Lu et Approuvé

Lu et Approuvé

Annexe : plan parcellaire mentionnant la bande de servitude

(2) Dénomination/Nom Prénom dans l'ordre de l'état civil
NB : Parapher les pages et signer la dernière page

Commune : MONTPELLIER (34) - Cadastre - Windows Internet Explorer

<http://www.cadastre.gouv.fr/scpc/afficherCarteParcelle.do?r=FB172000KV0330&donTSaveLastForward&keepVolaTileSession=>

Parcelle 330 - Feuille 000 KV 01 - Commune : MONTPELLIER (34)

Coordonnées en projection : RG930043 X=1757815.83 Y=2268854.15

©2011 Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat

Fermer la fenêtre X

Internet | Mode protégé : activé

100%

Terminé

Commune : MONTPELLIER (34) - Cadastre - Windows Internet Explorer
<http://www.cadastre.gouv.fr/spc/aficherCarteParcelle.do?F=FB172000KV018p=FB172000KV0330&dontSaveLastForward&keepVolatileSession=>
Parcelle 330 - Feuille 000 KV 01 - Commune : MONTPELLIER (34)

Coordonnées en projection : RG930043 X=1768855.16 Y=2889425.51
©2011 Ministère du Budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État
Fermier la fenêtre X

Terminé
Internet | Mode protégé : activé
100%

Après étude de cette affaire, il est donc proposé au Conseil municipal :

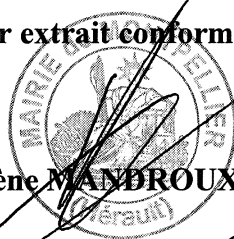
- d'accepter et de signer la convention de superposition d'affectations avec la Région Languedoc Roussillon pour organiser les modalités d'utilisation du lit du Lez, pour sa portion allant du pont Zuccarelli jusqu'au pont de l'autoroute,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



Article VII : Conditions financières

Toutes les autorisations d'utilisations permises par ladite convention, par la Région au profit de la Ville, sont gratuites. Cet élément devra figurer systématiquement dans les autorisations accordées par la Ville.

La Région se réserve le droit de fixer une redevance d'occupation temporaire lorsque la manifestation sera organisée à son initiative, par toute personne physique ou morale de droit privé. Cette redevance sera alors à la charge de l'organisateur.

Article VIII : Droits réels

La présente convention ne permet pas la délivrance de droits réels.

Article IX : Avenants

La Région Languedoc Roussillon garantit à la Commune, que la présente convention sera modifiée par avenant, si le DPFR venait à évoluer dans son étendue et dépasser le champ d'application de l'article 1. L'avenant garantira à la Ville sur le DPFR élargi sur le territoire de la Commune de Montpellier, un droit d'usage de même nature tel que défini dans l'exposé de la présente convention.

Article X : Obligation de publicité

Le logo de la Région devra impérativement figurer sur tous les supports publicitaires des manifestations que celles-ci soient organisées ou autorisées par la Ville. Dans ce dernier cas, la Ville conditionnera notamment son autorisation au respect de cette condition par l'organisateur de la manifestation.

La présente convention est établie en 3 exemplaires originaux, dont un destiné à chaque signataire.

Elle sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Commune de Montpellier.

DONT ACTE, fait et passé à MONTPELLIER le

**Le Président
de la Région Languedoc-Roussillon**

Le Maire de Montpellier

Ajustement sur les quartiers Pas du Loup et Estanove dans le secteur Croix d'Argent :

Par ailleurs, en accord avec l'Inspection Académique, le rattachement des rues situées dans le quartier Saint Exupéry aux écoles maternelle Hélène BOUCHER et élémentaire Alain SAVARY est souhaité. Actuellement, les élèves qui y résident sont inscrits à l'école Primaire SCHOELCHER, plus éloignée de leur domicile et les familles doivent obtenir une dérogation pour l'inscription de leurs enfants dans le groupe scolaire BOUCHER/SAVARY. Cette modification concerne une dizaine d'élèves au total et est destinée à améliorer l'accès de ces enfants à leur école de secteur en leur apportant une vraie proximité.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

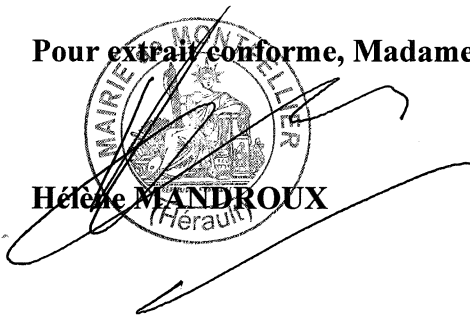
- D'accepter le nouveau périmètre de l'école primaire François Mitterrand
- De valider les modifications apportées à la carte scolaire pour la rentrée scolaire 2012-2013
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint au Maire délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

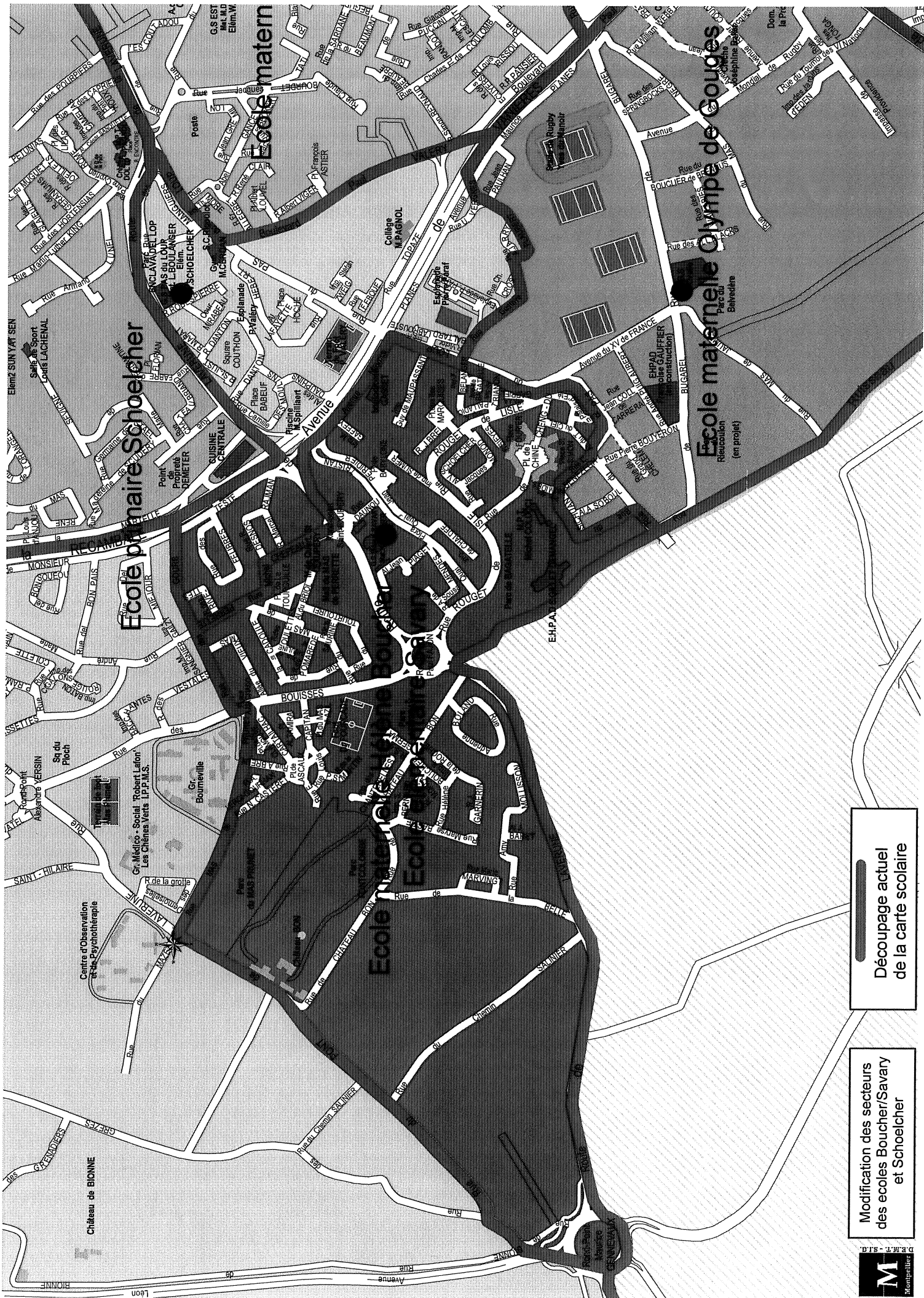
Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



528



Découpage actuel
de la carte scolaire

Modification des secteurs
des écoles Bouchet/Savary
et Schoelcher

Il s'agira donc de verser une participation de 515 Euros par enfant en classe maternelle et en classe élémentaire aux écoles privées sous contrat d'association pour les seuls enfants domiciliés à Montpellier :

Saint François d'Assise	24, boulevard de Strasbourg	34000 –Montpellier
Sainte Famille	10, place Roger Salengro	34000 -Montpellier
Les Jonquilles	255, rue Croix de Figuerolles	34000-Montpellier
Notre Dame de Bonne Nouvelle	3, rue Aristide Ollivier	34000-Montpellier
Sainte Thérèse	2, rue Portalières des Masques	34000-Montpellier
Saint Charles	22, avenue Georges Clémenceau	34000-Montpellier
Sainte Geneviève	1093, avenue Louis Ravas	34000- Montpellier
Saint Jean Baptiste de La Salle	84, rue de Lunaret	34090 Montpellier
Saint François Régis	3, rue de la Merci.	34000 Montpellier
Sainte Emilie	4, rue de la Croix Bonhomme	34070 Montpellier
Sainte Odile	80, rue du Pré aux Clercs	34090 Montpellier
Les Anges Gardiens	2958, avenue des Moulins	34080 Montpellier
Sainte Jeanne d'Arc	51, boulevard Ernest Renan	34000Montpellier
Ecole Juive de Montpellier	rue E Villalonga – ZAC B. Pascal	34000Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De verser une subvention telle que définie ci-dessus aux écoles privées correspondants aux enfants montpelliérains qui y sont inscrits,
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération.
- De dire que le règlement de ces sommes se fera par prélèvement sur les crédits inscrits au Budget Primitif de la Ville sur les lignes budgétaires nature 6574 fonction 92211 et 92212,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'engagement de Durban et tout autre document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 7/02/2012



Les bénéficiaires d'un logement pour utilité de service sont redevables d'une redevance d'occupation du logement.

Les bénéficiaires d'un logement pour nécessité absolue de service sont assujettis à une déclaration d'avantage en nature dans leur déclaration d'impôts, conformément à la réglementation en vigueur.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la liste relative aux logements de fonctions pour nécessité absolue de service et utilité de service, tels que présentés ci-dessus.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 7/02/2012

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser les modifications apportées à la délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2010 telles que présentées ci-dessus.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 7/02/2012

Il est en conséquence proposé au conseil municipal

- D'autoriser Madame le Maire à signer la Convention Industrielle de Formation pour la Recherche de Monsieur Guillaume GORMAND;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget du personnel de la Ville sur l'imputation comptable 921-112-0.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 7/02/2012

l'autorisation préalable de LA VILLE. Cette disposition vise en particulier les publications, communications ou conférences. En conséquence, le SALARIÉ-DOCTORANT s'engage à obtenir l'accord écrit préalablement à toute communication écrite ou orale touchant à la matière de la thèse, pendant la présente convention.

Article 7 – Financement

Article 8 – Résiliation

Article 9 – Litige

Fait en trois exemplaires à XXX le XXX

Pour La Ville de
Montpellier

Pour Le CERDHAP

Le SALARIÉ-DOCTORANT

Cette possibilité ne concerne cependant pas les décisions d'attribution de ces marchés qui restent de la compétence exclusive de madame le Maire ou de l'élue ayant obtenu délégation de cette dernière.

Ces dernières modifications supposent l'abrogation de la délibération n°2010/390 qui organisait cette délégation jusque-là.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les modifications du règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée telles que précisées ci-dessus ;
- D'approuver ledit règlement tel qu'annexé à la présente délibération ;
- D'approuver la modification de la délégation donnée à madame le Maire pour prendre tous les actes prévus et énumérés à l'article L 2122-22 4° dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver les conditions dans lesquelles madame le Maire peut sub-déléguer sa signature aux responsables de services communaux telles que définies ci-dessus ;
- D'abroger la délibération n°2010/390;

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 7/02/2012

REGLEMENT INTERIEUR
DE PASSATION
DES
MARCHES PUBLICS A PROCEDURE
ADAPTEE
DE LA
VILLE DE MONTPELLIER

A- LES MARCHES RELEVANT DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

LA DISTINCTION PROCEDURE ADAPTEE – PROCEDURE FORMALISEE

MARCHES	< 200 000 euros	200 000 < <5 000 000 euros	>5 000 000 euros
- Fournitures	Procédure adaptée	Procédure formalisée	Procédure formalisée
- Services	Procédure adaptée	Procédure formalisée	Procédure formalisée
- Travaux	Procédure adaptée	Procédure adaptée	Procédure formalisée

CREATION DE SEUILS INTERNES DANS LES PROCEDURES ADAPTEES

Un marché portant sur un besoin de 1 euro ne peut être organisé de la même manière qu'un marché portant sur 200 000 euros.

Le choix de la Ville est donc de dissocier au sein des procédures adaptées plusieurs seuils intermédiaires.

Afin de ne pas engendrer de centralisation excessive des procédures, les premiers seuils laissent les services gérer eux-mêmes leurs marchés.

Plus les seuils sont élevés et plus le service de la Commande Publique est associé au processus de passation du marché afin de garantir une certaine uniformisation des procédures et le respect de certaines obligations de publicité prévues par le Code des Marchés Publics.

A chacun de ces seuils correspond une procédure différente.

Cette procédure s'applique de manière indistincte à tous les marchés dont les montants sont inscrits dans ces seuils sans distinguer s'il s'agit de marchés de fournitures, services ou travaux à l'exception du quatrième seuil qui ne s'applique qu'aux marchés de travaux.

LES DIFFERENTS SEUILS INTERNES

	1 < <15 000	15 000 < <90 000	90 000 < <200 000	200 000 < <5 000 000	>5 000 000
--	-------------	------------------	-------------------	----------------------	------------

872

Fournitures	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	MAPA 4	MAPA 5
Services	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	MAPA 4	MAPA 5
Travaux	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	MAPA 4	MAPA 5

53

PRINCIPES COMMUNS A TOUTES LES PROCEDURES ADAPTEES

- Le principe de l'enveloppe unique est retenu pour toutes les procédures
- Les services étant gestionnaires des procédures jusqu'au seuil de 90 000 euros H.T., il leur est rappelé d'être particulièrement attentifs à la computation des procédures.

En effet, le respect des seuils ne peut s'apprécier au regard du seul service gestionnaire mais à l'échelle de la collectivité toute entière.

Chaque besoin doit se computer avec un besoin identique. C'est le montant déterminé globalement qui conditionne le seuil de procédure applicable.

Le service de la Commande Publique, afin d'assurer le respect de cette règle a mis au point :

- ✓ Un outil prévisionnel permettant aux services de recenser leurs besoins agrégat par agrégat afin d'obtenir un état computé à l'échelle de toute la collectivité
Cet outil, rempli par les services et restitué après analyse par la Commande Publique, permettra d'anticiper sur les procédures à lancer.

- ✓ Un outil de contrôle permettant de vérifier que les marchés lancés par les services respectent les procédures définies à l'échelle de toute la ville : l'outil de numérotation des marchés

En conséquence et pour donner plein effet à ce mécanisme de contrôle tout marché, dès le 1^{er} euro devra être numéroté avant tout lancement de procédure.

- Si les services souhaitent procéder à des négociations dans le cadre des procédures adaptées, cette négociation doit :
 - ✓ Avoir été prévue dans le règlement de la consultation et l'avis d'appel public à la concurrence.
 - ✓ S'effectuer avec tous les candidats ayant remis une offre.
 - ✓ Respecter les règles de transparence, de traçabilité de la procédure (procès verbal de négociation, convocation...) et d'égalité de traitement des candidats (durée identique pour chacun).
- Dès 3 000 euros, les attributaires de marché doivent impérativement remettre au service maître d'ouvrage les certificats sociaux et fiscaux prévus à l'article 46 du code des marchés publics. Cette transmission doit être renouvelée tous les 6 mois (modèle de courrier sur le site intranet). Il est demandé aux services d'être particulièrement vigilants sur ce point en raison des obligations existantes en matière de lutte contre le travail dissimulé.

PROCEDURES

MAPA 1

De 1 € à 15 000€ HT

Principes :

- Numérotation obligatoire.
- Absence de publicité et de mise en concurrence préalable.
- Le marché peut se matérialiser par un simple bon de commande.
- Acte administratif exécutoire préalable (décision) à partir de 4 000 euros.
- Le marché doit être signé par une personne ayant une délégation le permettant.

MAPA 2

De 15 000€ HT à 90 000€ HT

Principes :

- Respect de la nomenclature des besoins
- Maîtrise de la procédure par le service gestionnaire
- Publicité adéquate
- Acte administratif d'approbation du marché : décision

Etape 1 : Numérotation

- ✓ Demande de numérotation sur l'outil intranet

Etape 2 : Rédaction des pièces

- ✓ Le dossier de consultation est rédigé par le service lançant la consultation. Il comprend:
 - Pièces techniques CCTP, plans...
 - Pièces financières (Bordereau de prix et Détail Quantitatif Estimatif ou DPGF)
 - Pièces administratives

Etape 3: Publicité adéquate

- ✓ La publicité est au minimum une publication d'un avis d'appel public à la concurrence sur le site Internet de la Ville. Il est complété en tant que de besoin par un avis de publicité dans une publication écrite appropriée à l'objet et aux caractéristiques du marché.
- ✓ Les critères doivent être indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence. Ils seront identiques à ceux données dans le règlement de la consultation.
- ✓ Le délai de réponse sera «raisonnable» et adapté aux caractéristiques de la prestation souhaitée. Prévoir un délai minimum de 15 jours calendaires entre la date d'envoi à la publication et celle de remise des offres.

Etape 4: Retrait des dossiers par les entreprises et réception des offres

- ✓ Quelque soit le mode de diffusion du DCE (envoi par fax, mail, courrier ou retrait sur place par l'entreprise), le retrait du DCE doit figurer sur le registre de retrait.
- ✓ Les offres peuvent prendre la forme de devis papier, fax ou e-mail.

Etape 5: Ouverture des offres et analyse des offres

- ✓ Après analyse des pièces fournies à l'appui de la candidature, le service examine les offres.

Etape 6: Décision du Maire et Information des candidats non retenus

- ✓ Etablie par le service gestionnaire du marché, elle est signée par l'Adjoint délégué puis transmise en Préfecture.
- ✓ En parallèle, des lettres de regret sont envoyées aux entreprises non retenues. Elles doivent être motivées à partir des critères énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Etape 7: Notification

- ✓ Une lettre de notification et la copie du marché, signés, sont envoyées à l'entreprise retenue par courrier avec accusé de réception ou par fax.

Etape 8: Transmission au service des finances de la décision et du bon de commande

Etape 9: Archivage

- ✓ Chaque service archive dans ses locaux ses marchés passés selon une procédure adaptée.

MAPA 2

SERVICES		Service de la Commande Publique
Nomenclature	Demande de numérotation	X
Dossier de consultation	Rédaction d'un dossier de consultation pour les entreprises	X
Mise en concurrence - Publicité	Avis d'appel public à concurrence sur le site de la Ville et éventuellement dans une publication écrite appropriée à l'objet aux caractéristiques du marché pendant 15 jours minimum.	X
Ouverture des plis Signature des pièces	Personne désignée dans les arrêtés de délégation	X
Acte administratif	Décision du Maire	X
Archivage	Oui	X

MAPA 3

SERVICES		Service de la Commande Publique
Nomenclature	X	Numérotation
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité	X	Avis d'appel public à concurrence pendant 20 jours minimum
Ouverture des plis Signature des pièces	<u>Signature des pièces et courriers</u> par la personne désignée dans les arrêtés de délégation	<u>Ouverture des plis</u> avec la personne désignée dans les arrêtés de délégation
Acte administratif	Décision du Maire	X
Archivage	Oui	X

MAPA 4

(Uniquement travaux)

SERVICES		Service de la Commande Publique
Nomenclature	X	Numérotation
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité	X	Avis d'appel public à concurrence pendant 22 jours minimum
Ouverture des plis Signature des pièces	X	Personne désignée dans les arrêtés de délégation
Acte administratif	Délibération du conseil Municipal	X
Archivage	X	Oui

Etape 10: Archivage et recensement

- ✓ L'archivage de l'original du marché, de toutes les pièces relatives à la procédure de passation ainsi que des offres non retenues est effectué par le service de la Commande Publique.

PROCEDURES FORMALISEES

(pour mémoire)

SERVICES		Service de la Commande Publique
Nomenclature	X	Numérotation
Dossier de consultation	Rédaction des pièces techniques et financières du dossier de consultation pour les entreprises	Rédaction des pièces administratives et diffusion du DCE
Mise en concurrence - Publicité	X	Délais de publicité prévus par le Code des marchés publics
Ouverture des plis Signature des pièces	X	Personne désignée dans les arrêtés de délégation
Passage en CAO	Etablissement du rapport d'analyse des offres	Convocation de la CAO et vérification du rapport d'analyse des offres
Acte administratif	Délibération du conseil Municipal	X
Archivage	X	Oui

RECAPITULATIF GLOBAL

REPARTITION ENTRE SERVICES

Services

Service de la Commande Publique

	MAPA 1	MAPA 2	MAPA 3	MAPA 4	Procédures formalisées
Nomenclature					
Dossier de consultation					
Mise en concurrence/ Publicité					
Ouverture des plis					
Notification					
Acte administratif					
Archivage					

SM

B- LES MARCHES RELEVANT DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

PREAMBULE

L'article 30 du Code des Marchés Publics prévoit que les marchés et accords-cadres ayant pour objet des prestations de services qui ne sont pas mentionnées à l'article 29 peuvent être passés, quel que soit leur montant, selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues par l'article 28.

La procédure est dite « adaptée » dans la mesure où ses modalités sont librement fixées par chaque pouvoir adjudicateur en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles d'y répondre ainsi que des circonstances de l'achat.

Le présent règlement vient donc préciser les règles applicables aux marchés relevant de l'article 30

LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 30

Les services relevant de l'article 29 sont limitativement fixés par le code des marchés publics.

A défaut, c'est l'article 30 qui s'applique.

Cette définition « en creux » permet de ne pas figer la catégorie des services relevant de l'article 30. Elle ne doit cependant pas faire croire à une trop grande liberté d'appréciation, les directives communautaires balisant de manière assez précise les domaines concernés.

Il convient en effet de se référer aux catégories de services énumérés en annexe de la directive 2004/18/CE. Cette annexe renvoie à la nomenclature CPV (Common Procurement Vocabulary) qui prévoit un système de classification unique pour tous les marchés publics.

Les marchés de services qui entrent dans le champ d'application de l'article 30 ressortent de domaines aussi variés que **les services d'éducation, de qualification et d'insertion professionnelles, les services récréatifs, culturels et sportifs, les services sociaux et sanitaires ou encore les services juridiques.**

Article 29 CMP

« Sont soumis, en ce qui concerne leur passation, aux règles prévues par le présent titre les marchés publics et les accords-cadres ayant pour objet les services énumérés ci-dessous :

- 1. Services d'entretien et de réparation ;*
- 2. Services de transports terrestres, y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier, à l'exclusion des services de transports ferroviaires*
- 3. Services de transports aériens de voyageurs et de marchandises ;*
- 4. Services de transports de courrier par transport terrestre et par air ;*
- 5. Services de communications électroniques ;*

6. *Services financiers : services d'assurances, services bancaires et d'investissement, sous réserve des dispositions des 3° et 5° de l'article 3 ;*
7. *Services informatiques et services connexes ;*
8. *Services de recherche-développement, sous réserve des dispositions du 6° de l'article 3 ;*
9. *Services comptables, d'audit et de tenue de livres ;*
10. *Services d'études de marché et de sondages ;*
11. *Services de conseil en gestion et services connexes (sauf services d'arbitrage et de conciliation) ;*
12. *Services d'architecture ; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie ; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère ; services connexes de consultations scientifiques et techniques ; services d'essais et d'analyses techniques ;*
13. *Services de publicité ;*
14. *Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés ;*
15. *Services de publication et d'impression ;*
16. *Services de voirie et d'enlèvement des ordures, services d'assainissement et services analogues. »*
17. *Services de télécommunications*

Pour plus de précisions, les services peuvent utiliser l'outil de restitution des besoins accessible sur intranet afin de définir, agrégat par agrégat, quelles prestations dépendent de l'article 30.

LES REGLES GENERALES APPLICABLES AUX MARCHES RELEVANT DE L'ARTICLE 30

L'organisation interne à la ville de Montpellier

Comme tous les marchés publics de la ville, ceux relevant de l'article 30 du code des marchés obéissent à la même organisation interne :

- Les marchés de moins de 90 000 euros HT sont pris en charge par les services
- Les marchés de plus de 90 000 euros HT sont pris en charge par le service de la commande publique.

L'absence de computation

En raison de la spécificité des services concernés, il est difficile de leur trouver un caractère homogène.

Sur cette base, la circulaire ministérielle du 29 décembre 2009 relative au guide de bonnes pratiques en matière de marchés publics (JO n°0303 du 31 décembre 2009) prévoit « *Le montant des marchés de service non prioritaires passés en application de l'article 30 du code des marchés publics est évalué, sans qu'il soit fait référence à la notion de service homogène, mais marché par marché.* »

Il est donc proposé pour le moment, et dans l'attente de précisions jurisprudentielles, d'appliquer la solution présentée par les services

de l'Etat et d'apprécier les montants marché par marché sans computation

Une procédure adaptée

Le principe : renvoi au règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée

L'article 30 du code des marchés publics renvoie à l'article 28 relatif aux marchés à procédure adaptée.

« I. - Les marchés et les accords-cadres ayant pour objet des prestations de services qui ne sont pas mentionnées à l'article 29 peuvent être passés, quel que soit leur montant, selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues par l'article 28. »

Cette disposition laisse une certaine marge d'appréciation à chaque collectivité pour définir les règles applicables. En effet, les seules obligations imposées par le code sont :

- La nécessité de définir préalablement ses besoins
- Pour les marchés de plus de 200 000 €, la définition de spécifications techniques, l'intervention de la Commission d'Appel d'Offres et la rédaction d'un avis d'attribution.

Le caractère adapté, s'il permet un certain allègement, ne doit pas faire oublier que le principe de base fondant toute la commande publique est celui de la transparence et de la mise en concurrence comme garantie de l'usage rationnel des fonds publics. Or, les prestations relevant de l'article 30 n'échappent pas, par nature, au champ concurrentiel.

« Les marchés publics et les accords-cadres soumis au présent code respectent les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. Ces obligations sont mises en œuvre conformément aux règles fixées par le présent code.

Dés lors, sur cette base et dans un souci de cohérence et d'homogénéisation de la commande publique de la Ville, les services devront par principe appliquer aux marchés relevant de l'article 30 les mêmes règles de passation que celles applicables aux marchés relevant de l'article 29 (cf la partie précédente du règlement intérieur).

Les services devront donc pour chaque marché relevant de l'article 30, appliquer le niveau de procédure (MAPA 1,2 ,3,4) correspondant à son montant (non computé).

Les adaptations ponctuelles placées sous la responsabilité des services

Dans des cas ponctuels, quand la spécificité du marché ne permet pas de respecter les procédures homogènes prévues par le règlement intérieur, les services pourront ne pas appliquer ce dernier et définir des règles de passation différentes et mieux adaptées.

Ces exceptions sont placées sous la responsabilité de chaque direction maitre d'ouvrage qui doit être en mesure de pouvoir justifier à n'importe quel moment de la spécificité du marché et de la nécessité de ne pas respecter le guide de procédure.

En tout état de cause, la procédure de passation organisée par la direction ne peut en aucun cas être motivée par une volonté d'amoindrir le respect des objectifs de transparence et de mise en concurrence mais simplement permettre que cette mise en concurrence soit effectuée de manière plus adéquate à l'objet du marché.

C-LES MARCHES PASSES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

Les services pourront conclure des marchés sans publicité ni mise en concurrence dans les cas strictement et limitativement définis par le Code des Marchés Publics.

Code des Marchés Publics- Article 28 (version consolidée au 09 décembre 2011)

Le pouvoir adjudicateur peut décider que le marché sera passé sans publicité ni mise en concurrence préalables :

- dans les situations décrites au II de l'article 35*
- lorsque ces formalités sont impossibles ou manifestement inutiles en raison notamment de l'objet du marché, de son montant ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.*
- si son montant estimé est inférieur à 15 000 euros HT. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, il veille à choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin.*

De telles dérogations aux principes de transparence et de mise en concurrence doivent, bien sur, respecter strictement les conditions posées par la Code des Marchés Publics.

Elles devront à ce titre faire l'objet d'une justification écrite, dûment motivée et validée hiérarchiquement.